

En finir avec le sionisme

Par Jean Baumgarten

Le document ci-après reprend en grande partie le livre que j'ai publié en mars 2005 et qui n'est plus disponible aujourd'hui. Je considère aujourd'hui comme mon devoir de l'offrir à un maximum de lecteurs et j'invite les récipiendaires de ce livre à l'envoyer à leur tour à leurs amis, leurs connaissances, voire à leurs ennemis s'ils en connaissent l'e-mail !

Il y a eu depuis la parution de ce livre deux faits nouveaux principaux :

1/ l'agression israélienne anti-libanaise de juillet 2006 .

2/ l'agression israélienne immonde contre Gaza de janvier dernier ...

Un jour viendra où le peuple israélien et ses gouvernements successifs payeront le prix de leurs ignominies !

Introduction

J'avais 10 ans en 1942, lorsque vers le 20 juin, après avoir porté durant quinze jours l'étoile jaune, un jeudi matin devant l'école de la rue Asseline dans le XIVème, je la déchirai et la jetai dans le caniveau. Je la vis s'engouffrer avec un certain plaisir dans la bouche d'égout ... Je rentrai à la maison et je racontai ce que j'avais fait à ma mère qui m'embrassa. Plus tard après quelques pérégrinations en juillet et août 1942 je franchis seul la ligne de démarcation avec l'aide d'un paysan du sud-ouest (près de Dax) et je rejoignis mon père en septembre 1942 qui se trouvait à Grenoble, dans une zone occupée par l'armée italienne, moins féroce que l'armée allemande.

J'adhérai Aux Eclaireurs israélites en octobre 1942 : nous étions dans une semi-clandestinité. Un an plus tard, en septembre 1943, l'armée allemande supplanta l'armée italienne, et ce fut l'horreur : toute une série de camarades, à commencer par mon chef de patrouille (il s'appelait Kestenberg, mais nous l'appelions par son nom de totem - Biquette -) furent arrêtés et déportés. L'UGIF (L'Union Générale des Israélites de France), qui avait pignon sur rue (son siège officiel se trouvait sur la célèbre place Grenette) fut décapitée, et ses fichiers récupérés par la Milice. Ma mère était venue nous rejoindre en ayant réussi à fuir Paris, et nous ne dûmes qu'au courage de nos voisins (qui déclarèrent ignorer notre existence) de ne pas être arrêtés. Notre chef de troupe, Ourson (je ne me souviens plus du tout de son nom) qui était en réalité agent de liaison des maquis du Vercors, fut blessé au cours d'une opération puis achevé par les miliciens dans l'hôpital où il avait été accueilli. Il y avait dans notre troupe des cadres sionistes « haut placés » : je me souviens de l'un d'entre eux qui avait le surnom de « Choucas » et que nous revîmes jusqu'en 1946 ou 1947 à Paris, avant son départ en Palestine.(avant la constitution de l'Etat israélien.) L'UGIF était noyauté par les milieux sionistes. Les sionistes étaient obsédés par une seule idée : avoir de l'influence sur les jeunes Juifs qui étaient là, et faire de la propagande pour peupler la Palestine... Aujourd'hui me revient ce nom de « Trumpeldor » qui était le nom officiel de notre troupe. Comme par hasard c'était celui d'un célèbre combattant sioniste mort en 1929, dont les thèmes ont été repris par la Ligue de Défense juive et le BETAR organisations de jeunesse d'extrême droite (le BETAR a été fondé précisément en 1929) que l'on trouve dans de nombreux pays dont la France, et qui se chargent des basses besognes du gouvernement israélien dans la jeunesse(1).

(1) La Ligue de Défense Juive est une organisation d'extrême droite interdite (théoriquement) en Israël, mais qui a des activités dans de nombreux pays. Le BETAR est une organisation de droite fondée en 1929 destinée à attirer les jeunes vers le sionisme, et qui entraîne ses adhérents aux sports de combat. En 1953-1955 il nous arrivait ainsi de recevoir, sans le rechercher, l'appui du BETAR dans notre lutte au quartier latin contre les membres de l'action Française et les amis de Le Pen.

Le mouvement des Eclaireurs Israélites, semi-clandestin, dont je faisais partie, était donc noyauté par l'organisation sioniste. Après septembre 1943, c'est-à-dire après les arrestations massives entreprises par la milice appuyée sur la Gestapo, tout s'écroula... J'adhérai alors aux Eclaireurs de France à Grenoble. Ce fut en novembre que se situa le moment de mon adhésion. Remontant à Paris après la libération, je rejoignis dans mon quartier la troupe du Moulin-Vert où je devins chef de patrouille et où je restai jusqu'au début de l'été 1947. Je rejoignis immédiatement après le Mouvement Laïque des Auberges de la Jeunesse, dans lequel je fus gagné par les idées du Trotskisme : je devins très vite anti-sioniste, particulièrement après la création de l'Etat d'Israël, ce que je suis resté depuis. Durant quarante ans je ne fus pas particulièrement préoccupé par le conflit israélo-palestinien : en tous cas pas plus que par la critique des gouvernements de droite ou de gauche... Il me semblait au début que l'Etat israélien, au fil des temps, deviendrait un Etat comme un autre, avec ses problèmes ; la différenciation sociale aidant, la lutte des classes reprendrait son cours normal : c'était en réalité oublier les caractéristiques essentielles de cet Etat !

Et puis il y a une quinzaine d'années, je pensais que les négociations secrètes d'Oslo aboutissant, on se dirigeait vers une paix (relativement) juste pour les Palestiniens. Hélas, depuis, tout a capoté. Le 25 février 1994 un jeune Israélien d'extrême droite, venant des Etats-Unis, Baruch Goldstein, a froidement assassiné une trentaine de Palestiniens au sein du caveau des Patriarches, à Hébron. Il n'était visiblement pas seul, mais lui seul a été condamné... Puis Itzhac Rabin a été assassiné le 5 novembre 1995, 6 semaines après la signature des accords d'Oslo, par un autre forcené d'extrême droite, et, depuis, insensiblement, la situation des Palestiniens (et aussi celle des Israéliens) se dégrade, et tourne, pour les Palestiniens, à la catastrophe.

Quand je vois des jeunes Juifs fanatisés par leurs mentors se conduire comme des petits nazis, je vois rouge et j'ai envie moi aussi de jeter ma pierre sur ces jeunes crétins fanatisés. Je n'ai malheureusement plus l'âge de me battre physiquement comme dans ma jeunesse où à la Faculté de Droit de Paris, nous affrontions un certain Le Pen qui était le Président (par urnes bourrées) de la « Corpo » de Droit... J'ai donc décidé d'écrire ce petit livre où j'expose l'essentiel de mes réflexions sur le conflit Israélo-Palestinien.

Je vais donc ici reprendre l'essentiel des arguments qui amènent à un jugement négatif sur l'Etat d'Israël, sa nature, sa fonction, son rôle, ainsi que sur l'action à mener sur le plan national et international pour contrer sa politique nuisible et malfaisante.

Je ne ferai pas de différence fondamentale, au niveau des principes, entre le sionisme de droite et le sionisme de gauche qui tous les deux ont en commun : le rejet de l'autre, c'est-à-dire de l'Arabe. Il est vrai que d'un côté (le Sionisme de droite) la méthode est brutale, répressive, et se rapproche étrangement des techniques nazies, mais de l'autre (le Sionisme dit « de gauche ») la méthode est plus insidieuse, plus lente, moins brutale en apparence, mais conduit indirectement aux mêmes résultats. Je demeure toujours, comme il y a soixante ans, un antisioniste convaincu, et je pense que ce qui est en question dans l'Etat israélien, c'est la notion même d'Etat Juif, conçu par et pour des Juifs, et par conséquent mon anti-sionisme ne débouche pas sur la « destruction de l'Etat d'Israël » mais sur la destruction de l'Etat Juif, de l'Etat Hébraïque, colonial, raciste, et son remplacement par un Etat laïque, où chaque citoyen aurait exactement les mêmes droits et les mêmes devoirs, et où chacun pourrait avoir, dans sa sphère privée, des croyances religieuses différentes, allant de l'athéisme radical au Judaïsme, au Christianisme, à l'Islamisme.... Il se trouve que cet anti-sionisme est opposé à la conception d'un « Etat juif » ! En attendant la création dans la Palestine entière d'un Etat fédéral (appelons le de cette manière pour commencer) et vraiment laïque, je suis

aujourd'hui partisan de la constitution d'un véritable Etat palestinien, viable, qui soit conforme aux frontières de 1967, et qui ne fonctionne pas comme fournisseur de main-d'œuvre à bon marché pour l'Etat israélien. C'est pour cette conception que se battent la très grande majorité des Palestiniens mais leur lutte aujourd'hui semble sans appel et leurs appels à l'aide sont inaudibles de la part des gouvernements occidentaux. (1)

Je traiterai en conclusion de cet anti-antisémitisme systématiquement utilisé par les milieux sionistes pour donner mauvaise conscience à tous ceux qui critiquent la politique israélienne, et qui, comme toujours, se manifeste avec la violence et l'outrecuidance que l'on sait. Je n'aime pas spécialement de Gaulle (notamment celui du coup d'Etat du 13 mai 1958), mais je dois reconnaître qu'en juin 1967, année où la France refusa d'aider plus avant le gouvernement israélien, je trouvai « intelligent » son discours sur « le peuple sûr de lui et dominateur » en réponse à Golda Meir, Première Ministre israélienne venue en France.

Faut-il s'étonner que la droite actuelle, juge aujourd'hui « déplacés » les propos du Président de la République d'il y a 37 ans ! Il est évident que la droite française ne peut que conforter le Sionisme dans sa politique d'oppression, d'exploitation et de mort. Il en va de même du parti socialiste et de « l'internationale socialiste » qui compte dans ses rangs le parti travailliste israélien. Il faudrait se souvenir aujourd'hui du parti socialiste français au pouvoir avec Guy Mollet (élections de janvier 1956) qui est entré de plein pied dans la lutte contre l'Egypte (qui avait nationalisé le canal de Suez), en alliance concertée avec l'Etat israélien.

Je terminerai en saluant le courage des « Refuzniks » israéliens qui montrent clairement la voie à suivre, et en appelant (encore et toujours !) à la pression indispensable (malgré la lâcheté des grands pays comme les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, et la plupart des Etats européens).

Cette pression ne pourra se manifester bien entendu que s'il existe dans chaque pays, un fort mouvement populaire pour la paix au Proche Orient, pour la reconnaissance de l'Etat palestinien sur la base des frontières de 1967, avec bien sûr le dépeuplement indispensable de toutes les colonies juives, qui devra s'accompagner de la reconnaissance du droit au retour des Palestiniens... et de l'arrêt du droit au retour des juifs en Israël, avec en corollaire, l'instauration d'une véritable Constitution, équitable, universelle, démocratique, laïque, qui s'applique aussi bien aux citoyens d'origine juive qu'aux citoyens d'origine arabe.

(1) Aujourd'hui, avec la mise en puzzle de la Palestine, de plus en plus de voix se prononcent contre la constitution d'un Etat palestinien croupion : il ne resterait plus qu'à se battre pour un Etat Palestinien - israélien fédéral dans lequel israéliens et palestiniens seraient à égalité et gouverneraient ensemble le même Etat démocratique. Nous reviendrons plus loin sur cette question capitale.

Qu'est-ce que le Sionisme ?

Théodore Hertzl, intellectuel juif de l'empire austro-hongrois qui fut le fondateur du Sionisme à la fin du XIXème siècle, eût l'idée que pour contrer l'antisémitisme existant dans tous les pays d'Europe, de la France à la Russie, en passant par l'Allemagne et les pays d'Europe Centrale, il n'y avait qu'une seule planche de salut offerte à toutes les minorités d'origine juive : fuir l'Europe, et trouver un territoire vide de population où s'installer, et ainsi protéger les Juifs, les regrouper en une famille où ils retrouveraient toutes les qualités qui font une nation, le patriotisme, la religion, avec en plus le goût de la terre ...

Finalement après l'Ouganda et Madagascar (choisis par Théodore Hertzl), les membres les plus religieux de l'organisation sioniste imposèrent la Palestine, qui en 1904, peu de temps après la mort du fondateur, fut choisie comme terre d'élection. « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre » selon une formule consacrée, avant la guerre de 1914, occupée par l'Empire Ottoman, peuplée par plusieurs centaines de milliers de Palestiniens (95 % d'Arabes auxquels il fallait rajouter 5% de Juifs fraîchement arrivés là), qui constitua finalement le terrain choisi idéal pour implanter un futur Etat Juif. Ce fut ce « Sionisme » auquel adhérèrent un certain nombre de Juifs représentés sur le plan international.(1)

Ce choix de la Palestine ne fut en fin de compte pas pris au hasard. C'était la terre d'élection des Juifs il y avait 2.000 ans. Dans la terminologie des Juifs pieux mais aussi des incroyants, il était habituel de dire ce vœu pieux à l'occasion de la fête de Pâques (en levant son verre) : « l'an prochain à Jérusalem ».

Pour les Juifs religieux c'était la réminiscence du passé, de sa gloire, et de son rôle mystique, et le désir de rompre avec l'exil ...

Pour les autres c'était l'expression des désirs de vengeance, des désirs de domination, des désirs de mort : tout le refoulé, toutes les humiliations subies, remontaient à la surface en s'entremêlant ...

On trouve dans le Talmud (c'est-à-dire dans les commentaires du Pentateuque), écrit il y a 1.500 ans, et complété depuis, une multitude d'indications sur le côté vaniteux, le mépris des « Goyims », et le machisme existant dans l'antiquité, au Moyen-âge, et bien sûr à l'époque moderne et contemporaine chez les Juifs qui ainsi retournent l'oppression qu'ils ont subie, sur les Musulmans et les non-Juifs en général.

Bien entendu il ne s'agit pas ici de reprendre mot à mot toutes les indications sur le meurtre des « Goyims », sur le mépris qu'ils inspirent aux Juifs : il s'agit de relativiser et de comprendre que les Juifs persécutés avaient ainsi repris à leur compte toute une série de griefs utilisés contre eux par l'Eglise (2)... Ce qui était en somme de « bonne » guerre. Mais aujourd'hui il existe en Israël des religieux de droite et d'extrême droite qui commentent le Talmud et l'orientent d'une manière raciste, comme par exemple la secte Kahane et la Ligue de Défense Juive qui en est issue.

(1) Les juifs sionistes étaient largement minoritaires au sein de la Communauté juive avant la guerre de 39- 45.

(2) il faut rappeler que toutes ces attaques relevaient de l'église catholique mais que les musulmans n'avaient rien de fondamental à reprocher aux Juifs.

L'ambiguïté du Sionisme tient déjà dans son essence affirmée par Théodor Hertzl. Voici un passage récent d'un texte émanant du groupe juif « la paix maintenant » démontrant ces contradictions :

« Confrontés aux différents mouvements nationaux qui se développaient en Europe, les Sionistes constatent que le peuple juif ... ne peut s'émanciper que dans le cadre d'un foyer national juif. Ainsi le Sionisme s'oriente vers un projet collectif de libération nationale qui tourne le dos à l'orthodoxie religieuse mais s'ancre dans la culture et l'histoire même du peuple juif. » Le livre de Yakov M. Rabkin (1) démontre avec beaucoup d'évidences que le sionisme « officiel » tourne le dos à « l'orthodoxie religieuse » tout en affirmant effectivement qu'il est fidèle à la Torah. Nous verrons plus loin que le Sionisme essaye de contourner « l'orthodoxie religieuse », tout en s'en inspirant profondément. Mais les Sionistes « de gauche » s'enfoncent dans leurs contradictions. Le choix de la Palestine, et de son caractère *indissolublement hébraïque* marquait une rupture : le caractère religieux, ségrégatif, et « anti-goy » du Sionisme « de droite », allait s'affirmer pleinement au fil des années.

Les éléments sionistes de gauche qui furent pour beaucoup à la base du mouvement, ne se rendirent pas du tout compte (où ne voulurent pas se rendre compte), qu'ils allaient être à la remorque des milieux les plus réactionnaires, les plus rétrogrades : ainsi le rôle prééminent joué par le fasciste Zeev Jabotinsky « héros national » (2) doit il être remarqué. Tout l'arrière-fonds sioniste « de droite » sur la supériorité du peuple juif, sur le mépris des « goyim » remonte ici à la surface, tout ce qui expliquait (notamment le Talmud), face notamment au mépris et à l'hostilité durant quinze siècles de l'église catholique, une prise de position de repli identitaire et d'affirmation de la supériorité des Juifs face aux insultes et à la répression, par un redressement spectaculaire, une sorte de retournement, devint l'arme essentielle qui permit (évidemment grâce à « l'holocauste »), la réalisation d'un rêve fou. Nous retrouverons dans ces traits les tentatives de négociation orchestrées par les Sionistes de droite et d'extrême droite avec les Hitlériens.

Théodore Hertzl était idéologiquement social-démocrate, il a consacré toute la fin de sa vie à militer pour la création d'un Etat juif. Ce qui allait dans le sens du nationalisme exacerbé qui régnait à l'époque. Comme beaucoup de socialistes de sa génération il possédait tous les préjugés sur l'avancée de la civilisation européenne, et le sentiment des « avantages » de la colonisation, sur son progrès pour les peuples vivant dans des contrées lointaines. Il mourut juste avant la tenue du 1^{er} congrès juif mondial (1904).

A la fin de la première guerre l'Etat britannique qui reçoit la Palestine sous mandat (auparavant sous domination turque) par la SDN, se prononce par la voix de Lord Balfour pour « un foyer national juif en Palestine. »

(1) Yakov M. Rabkin : une histoire de l'opposition juive au Sionisme. Les presses de l'Université Laval. 2004.

(2) Vladimir Jabotinsky (1880-1940) russe d'origine, vint s'établir en Palestine en 1920. Il était un littérateur russe reconnu. Il devint un sioniste véhément et sera assimilé par certains à Mussolini qu'il admirait énormément. Père fondateur de la Haganah, il fut l'auteur du « Mur de fer » (1923) qui inspira directement la politique d'encerclement pratiquée depuis plus de 10 ans par les différents gouvernements israéliens. Il fut le maître à penser de tous les dirigeants de la droite et de l'extrême droite israélienne : Menahem Begin, Itzhac Shamir, Ariel Sharon , Ehud Olmert , Liebermann.

Dans son esprit il ne s'agissait pas de la création d'un Etat juif mais d'un droit accordé à des minorités opprimées, de peupler, en bonne concordance avec les Arabes, la Palestine. Pour les dirigeants arabes qui prirent à la lettre cette déclaration, ainsi que pour les Sionistes, il en allait tout autrement ! En 1920, en 1929, ensuite de 1936 à 1939 on assista à des révoltes arabes organisées contre la colonisation juive. Elles furent réprimées violemment par les autorités britanniques. Il y eut ensuite, pendant la guerre, le génocide nazi, qui marqua un tournant dans la politique sioniste ; grâce à lui, les perspectives de création d'un Etat israélien se trouvèrent fortifiées : quel Etat occidental pourrait dorénavant s'opposer à la création d'un Etat juif en Palestine ? Il faut donc souligner, au risque de déplaire à certains, la collusion objective entre l'Hitlérisme et le Sionisme extrême. Les accords d'Haavara (« le transfert ») entre le Reich hitlérien et l'agence juive pour faciliter l'émigration des Juifs en Palestine des Juifs allemands (Cf. Hirszowicz « Nazi Germany and the partition plan » - dans Middle Eastern Studies, vol.1, n°1 octobre 1964.) eurent bien lieu. En 1942, après l'instauration de la « solution finale » on vit des représentants sionistes de droite (le célèbre Yitzhac Shamir au nom du groupe LEHI) négocier et proposer aux Nazis le départ de milliers de Juifs d'Europe centrale vers la Palestine, au prix d'un traité entre l'Allemagne et la Palestine (hébraïque) donnant ainsi à la nation germanique « un pouvoir au Proche Orient ... » Les Nazis rejetèrent finalement cette proposition d'alliance parce qu'ils « considéraient le pouvoir militaire du LEHI comme négligeable. » (Allan Brownfeld – in « the Washington Report on Middle Eastern Affairs » - juillet - août 1998).

On voit clairement quel était le degré « de souplesse » des éléments de la droite et de l'extrême droite israélienne. Cette affaire montre la collusion objective du Sionisme avec la droite et l'extrême droite, puisque le LEHI n'a jamais été réellement dénoncé pour ces pratiques honteuses. A noter qu'en 1938 la 31^{ème} conférence des Nations se tint à Evian, pour la réinstallation des victimes du Nazisme, à laquelle l'Organisation Sioniste Mondiale refusa de participer parce que « la réinstallation des Juifs dans les différents pays réduirait le nombre des partants vers la Palestine... » . Cela relevait en effet d'une logique implacable ! Plus encore, on trouve dans le « Hitler » de Jan Kershaw cette phrase : « A la fin de l'année 1937, l'idée de favoriser un Etat juif en Palestine qu'Eichmann avait cultivée en partie à la faveur de ses tractations secrètes avec des contacts sionistes, s'était sensiblement refroidie. Organisée avec ses intermédiaires sionistes, sa visite en Palestine avait été un fiasco total ... Les préférences de Hitler allaient aussi à la Palestine. Au début de l'année 1938, il réaffirma la politique, définie un an plus tôt, destinée à promouvoir par tous les moyens possibles l'émigration des Juifs vers tous les pays prêts à les recevoir mais en donnant la priorité à la Palestine. » (Jan Kershaw - Hitler - Flammarion.) Jan Kershaw n'est pas plus prolix sur cette question, et manque de données (ou refuse de les prendre intégralement en compte), néanmoins il confirme ainsi les discussions qui ont eu lieu (y compris en Palestine !) entre Eichmann et des milieux sionistes. On voit bien ici que l'objectif des Sionistes les plus radicaux n'était pas de « sauver » les Juifs mais bien – uniquement et en dépit de tout – de réaliser leur rêve fou... Qui finalement n'aboutit que grâce au génocide des Juifs ! Que se serait-il passé si les Nazis n'avaient pas persécuté aussi violemment les Juifs, si la guerre n'avait pas éclaté ? Les Juifs d'Europe Centrale et de l'Est auraient continué à émigrer vers l'Occident, et la Palestine serait restée arabe avec une minorité de Juifs : le rêve insensé des Sionistes se serait au fur et à mesure évaporé !

L'idéologie et la pratique sioniste.

Le premier principe du Sionisme tient déjà dans les statuts de l'Agence Juive pour la Palestine : « ... La terre doit être acquise comme une propriété juive et... les titres de propriété doivent être mis au nom du Fonds National Juif afin qu'elle soit tenue pour l'inaliénable propriété du peuple juif. » L'agence devra promouvoir la colonisation des terres sur la base du travail des Juifs. Les effets de cette politique de colonisation sioniste sur les Arabes fut que la terre acquise par les Juifs devint extra-territoriale. Elle cessait d'être un territoire dont les Arabes pourraient essayer de gagner des avantages...

Déjà en 1921 le docteur Eder, un des membres de la commission sioniste affirma carrément qu'il ne pouvait y avoir qu'une seule nation en Palestine et qu'elle serait juive sans égalité entre Juifs et Arabes dès lors que la prépondérance des Juifs serait assurée par le nombre... Il demanda ensuite que « seuls les Juifs soient autorisés à porter des armes... » Citons également Benjamin Beit-Hallami : « Le programme sioniste était injuste principalement parce qu'il déniait à la majorité ses droits politiques... Le Sionisme ne pouvait accepter la loi de la majorité parce que cela aurait entraîné la fin de l'entreprise sioniste. »

Dans la même veine on peut citer le Mahatma Gandhi qui écrivait ceci en 1938 : « La Palestine appartient aux Arabes de la même manière que l'Angleterre aux Anglais ou que la France aux Français... Ce qui se déroule en Palestine actuellement ne peut être justifié par aucun code de conduite... Si les Juifs doivent considérer la Palestine comme géographiquement leur patrie, il est dommageable que cela se fasse sous l'ombre des fusils anglais. Un acte religieux ne peut être obtenu avec l'aide des baïonnettes et des bombes... Ils partagent à égalité (les Juifs et les Anglais) le dépouillement d'un peuple qui ne leur avait causé aucun mal... » (1)

Ce texte donc a été écrit en 1938, au moment des révoltes arabes qui ont été réprimées dans le sang à la fois par les milices armées israéliennes, et par les troupes britanniques !

Il n'est pas non plus sans intérêt de savoir si « légalement » les Juifs avaient acquis suffisamment de terrains avant 1948 : en 1948, au moment où Israël s'affirme comme Etat, ils sont propriétaires d'un peu plus de 6% des terres de Palestine. Et quand la partition fut annoncée en 1947, elle incluait des terres possédées illégalement le long de la frontière du futur Etat. Enfin quand Israël annonça sa création, une impressionnante série de lois furent adoptées qui donnèrent à l'Etat d'immenses territoires dont les propriétaires avaient fui, et qui furent proclamés « sans propriétaire » pour les exproprier et empêcher leur retour. Après la période d'euphorie qui commence avec la déclaration Balfour et se termine fin 1945, au cours de laquelle Juifs et Anglais travailleront en collaboration malgré quelques anicroches (notamment l'exécution par les Britanniques d'Abraham Stern, en 1942, extrémiste de droite qui donna son nom ensuite au LEHI), à partir de l'année 1946 l'organisation sioniste s'engagea dans une action violente contre les Arabes et contre la puissance britannique, selon un schéma proprement « terroriste », pour accélérer la fin du mandat britannique et la naissance d'un Etat juif,

(1) Mahatma Gandhi – « Un pays et deux peuples. »

le futur Etat d'Israël. Les choses avaient changé, l'Allemagne était vaincue, et le génocide avait produit un sentiment d'horreur et de culpabilité chez les gouvernants et les peuples de tous les pays. Depuis, c'est toujours la même rengaine que l'on entend proférée à partir du drame de la « Shoah » qui justifie tous les actes criminels des Sionistes, les attentats ciblés à l'hélicoptère, les tirs des tanks sur les maisons où vivent les Palestiniens, les expropriations des meilleures terres, et aujourd'hui par les députés et ministres du Hamas pris comme cibles et emmenés dans les prisons inhumaines israéliennes.

Le premier attentat « terroriste » a eu lieu à l'hôtel du roi David à Jérusalem au début de l'année 1946 : il visait l'armée d'occupation britannique, mais la grande majorité des morts (90 morts) était civile ... et arabe. A partir de cette date et jusqu'à la fin de l'année 1947 le nombre d'attentats organisés par l'organisation armée (groupes Stern et Irgoun) se monte à environ une vingtaine par semaine. Il ne faudrait pas, à cette occasion, oublier l'assassinat du Comte Bernadotte de Suède, qui au nom de l'ONU oeuvrait à une solution pacifique et équitable des problèmes judéo - palestiniens, au début de l'année 1948. Que devinrent les assassins du Comte Bernadotte désigné par l'ONU pour établir les bases acceptables d'une entente entre Juifs et Arabes de Palestine ? Lui que chacun saluait comme un homme épris de justice, et qui circulait en Palestine juive et arabe, sans armes.

Voici comment l'éditorialiste du Yellow Times (1) raconte les péripéties et les suites de cet assassinat : « depuis le 19 novembre 1947 – jour où l'Assemblée Générale des Nations Unies avait adopté la résolution 181 recommandant le partage de la Palestine entre deux Etats séparés (Juif et Arabe), la guerre civile faisait rage, en terre sainte.

Au début du printemps 1948, il était devenu évident pour tout le monde que les rêves illusoire d'une conformation à la résolution internationale historique s'étaient évaporés dans les fumées des canons de l'acrimonie. Tandis que la violence ne faisait qu'empirer, toutes sortes de propositions pour mettre fin au conflit étaient mises en débat aux Nations Unies. Le 14 mai 1948, dernier jour du mandat britannique sur la Palestine et veille de la déclaration d'indépendance d'Israël, Folke Bernadotte fut nommé médiateur pour la Palestine. Sa mission était herculéenne : faire cesser les combats et superviser la mise en application de la résolution de partage. Bernadotte s'était illustré par son action humanitaire à la direction de la Croix Rouge Internationale durant la Seconde guerre mondiale. Une de ses actions, en particulier, lui valut une immense popularité : dans les semaines de la guerre, il facilita et organisa la libération de milliers de Juifs, de Chrétiens et de prisonniers de guerre alliés, des camps allemands de concentration et de détention de prisonniers de guerre. Neveu du roi de Suède, parlant couramment six langues, il était mondialement respecté en tant que bienfaiteur humanitaire honorable et efficient, d'une totale neutralité politique. Sa candidature à la responsabilité de médiateur avait été proposée par les Etats-Unis, et sa nomination avait été votée à l'unanimité... Après avoir rencontré les observateurs de la trêve et visité quelques emplacements possibles pour le bâtiment du quartier général, le convoi de Bernadotte, composé de trois voitures entra dans le quartier Katamon (de Jérusalem). Chaque voiture arborait les drapeaux des nations-Unies et de la Croix rouge. Personne, dans ce convoi, n'était armé et Bernadotte avait refusé, à plusieurs reprises, le gilet pare-balle

(1) Yellow Times (Internet) du 9 septembre 2.003. Traduit de l'Anglais par Marcel Charbonnier.

qu'on lui proposait. Le Katamon, sous le contrôle de l'armée israélienne était presque désert. Les habitants chrétiens de cette partie de Jérusalem naguère encore aisée avaient été expulsés à la pointe des baïonnettes par les forces armées sionistes, fin avril. Peu après avoir franchi un check point de l'armée israélienne, le convoi fut arrêté par une jeep qui lui interdisait le passage. Trois hommes armés, revêtus de l'uniforme de l'armée israélienne surgirent de cette jeep, arrosant les trois voitures de leurs balles. Bernadotte fut abattu à bout portant ... Dans la voiture du médiateur, sur la banquette arrière, avaient pris place Bernadotte à droite ; le colonel français André Sérot, chef des observateurs des Nations Unies à Jérusalem, au milieu, et le général suédois Aage Lundström à gauche. Sérot avait insisté pour qu'on l'autorise à s'asseoir à coté de Bernadotte durant cette partie de leur parcours, afin de pouvoir le remercier personnellement d'avoir secouru sa femme, internée au camp de concentration de Dachau, en 1945. D'après Sérot, son épouse devait la vie à Bernadotte. Les assassins prenant Sérot pour Lunström qu'ils avaient planifié de liquider en même temps que Bernadotte, le tuèrent, lui aussi. Dans leur déclaration dactylographiée, reconnaissant leur responsabilité dans le double assassinat, les tueurs demandent qu'on veuille bien leur pardonner d'avoir abattu Sérot « par erreur ». Quant à Lundström sorti indemne de l'embuscade, il a laissé une déposition écrite qui est un document primordial. A l'exception notable des assassins, de leurs complices et de leurs commanditaires, l'assassinat de Bernadotte suscita une condamnation universelle. Suspectant que le LEHI ... était à l'origine du double assassinat, le premier Ministre israélien David Ben Gourion ordonna que ses membres fussent recherchés et leur organisation dissoute. Les quatre tueurs étaient bien, en effet, des membres du groupe Stern, trois tireurs et un chauffeur. Ils furent identifiés et leurs noms figurent dans le livre de Kati Marton « A death in Jerusalem » (un mort à Jérusalem). Les trois tireurs étaient Ythzac Ben Moshe, « Gingi » Zinger et Yehoshua Cohen. C'est ce Cohen qui a tué Bernadotte. Le quatrième larron était Meshulam Makover . Des trois dirigeants du groupe Stern – qui avait envoyé les tueurs en mission – Israël Eldad, Natan Yalin-Mor et Ythzac Shamir , seul Yalon Mor passa en jugement en même temps qu'un autre membre du gang , Mattiyahu Shmulovitz. Ils furent condamnés non pas pour avoir tué Bernadotte, mais pour appartenance à une organisation terroriste. Après leur inculpation, Yalon-Mor et Shmulovitz bénéficièrent d'une amnistie générale décrétée par Ben Gourion. Ils n'étaient en prison que depuis deux semaines. » Dans son livre, Kati Marton note : « ... aucun des membres du gang des tueurs de Bernadotte n'a passé ne serait-ce qu'une seule nuit en prison : ils n'ont même pas été assignés à comparaître devant un tribunal. »

Il faut tirer un certain nombre de conclusions de cet assassinat (« terroriste », ô combien !) : la non condamnation des auteurs de cet attentat a signé en réalité l'arrêt de mort des Nations Unies (au moins sur la question palestinienne), puisque la version définitive du plan Bernadotte a été adoptée par les Nations Unies (sur proposition des Etats-Unis) sous la forme de la résolution 194 (le 11 décembre 1948) qui insistait notamment sur les dédommagements à apporter aux réfugiés palestiniens. On peut, soixante ans après, constater que l'une des principales revendications du peuple palestinien, le droit au retour des réfugiés ou le dédommagement, s'est singulièrement développé depuis, puisque les réfugiés et les descendants des réfugiés ... ont été multipliés par plus de 4 fois ! Il faut rappeler que cette résolution a été refusée par le gouvernement israélien, qui l'a déclarée « obsolète » en 1965.

Le comte Bernadotte a ainsi été assassiné une seconde fois : l'absence de toute solution aux problèmes qu'il posait à juste titre, la prise de position ultérieure des Etats-Unis (qui depuis 1967 soutiennent les différents gouvernements israéliens), l'incapacité avérée des Nations-Unies, l'absence remarquable de l'Europe (sauf pour apporter

quelques fonds, qui ont été annihilés pour la plupart par les attaques israéliennes, et qui ont été supprimés en mars 2006), voilà la véritable situation dans laquelle nous nous retrouvons.

Après la dissolution des groupes armés israéliens (leur incorporation officielle dans l'armée officielle « Tsahal ») le terrorisme avalisé en sous main par les Israéliens avant et au début de fonctionnement de l'Etat israélien, fut évidemment confié à l'Etat israélien lui même. Voici comment est présenté le groupe Stern (1) par l'administration israélienne :

« C'est en janvier et février 1942 que les incidents armés entre le groupe Stern et les autorités britanniques furent le plus nombreux. Les Britanniques réagirent en emprisonnant et en exécutant les chefs.(2)

Début 1944 le LEHI reprit la lutte contre les Anglais en s'affiliant au mouvement de Résistance juive ... En avril 1947 le LEHI commença à organiser des *opérations de sabotage* (c'est-à-dire terroristes) en dehors de la Palestine en mettant des bombes dans le courrier destiné à des hommes d'Etat britanniques ... le 29 mai 1948, deux semaines après la proclamation de l'Etat d'Israël, les membres du LEHI se joignirent à l'armée israélienne. Cependant à Jérusalem ils continuèrent à se battre séparément. Après l'assassinat du médiateur de l'ONU le comte Bernadotte, à Jérusalem en septembre 1948 attribué au LEHI, les autorités israéliennes imposèrent sa dissolution définitive. Le LEHI avait cessé d'exister.. »

Ah ! Comme ces choses là sont bien racontées ! Ainsi l'assassinat de Bernadotte fut « attribué » au LEHI, et donc le gouvernement israélien procéda – ou plutôt « imposa » sa « dissolution » définitive (et son implantation au sein de Tsahal) ! Pas un mot sur les auteurs de l'attentat, ni sur l'absence remarquée de procès !

L'assassinat de Bernadotte intervint quatre mois après l'indépendance israélienne, et on a vu que les tireurs du gang incriminé possédaient une jeep, étaient habillés en soldats, et se trouvaient en travers de la route après un check point !!!

Comme il est intéressant aujourd'hui d'entendre parler les Sionistes des « attentats terroristes » !

Il est vrai que l'armée britannique à l'époque ne pratiquait pas le contre-terrorisme étatique à grande échelle, comme celle pratiquée par l'Etat israélien, aujourd'hui, tout simplement parce qu'on sortait de la guerre, et que cela aurait été d'un « mauvais effet ».

(1) Stern exécuté par les Britanniques en 1942 , son nom remplaça celui de LEHI.

(2) voir plus haut .

Les piliers de l'Etat sioniste : la Torah et le Talmud.

A partir de la fin de l'année 1920, l'Organisation Sioniste Mondiale, qui disposait des fonds internationaux s'inspira directement de l'idéologie religieuse de la « Torah » (1) qui voyait dans « Eretz Israël » (2) l'accomplissement inexorable de la destinée du peuple juif sur la terre. Le mouvement sioniste « socialiste », celui qui avait lutté pendant des dizaines d'années pour l'implantation de colonies juives pratiquant directement le socialisme (par l'autogestion dans les coopératives agricoles) était à la remorque des éléments les plus radicalisés, ceux qui voyaient dans la Torah l'accomplissement de la destinée du peuple juif ! Il faut cependant nous arrêter ici sur la signification de « socialiste » appliquée aux colonisateurs juifs : s'il est vrai que formellement les colons juifs qui travaillaient la terre achetée par le Fonds Social Juif Unifié appliquaient entre eux indiscutablement des techniques socialistes (autogestion, rotation des tâches, salaires identiques etc.), cela était un moyen de populariser avant la guerre de 1940 le départ pour la Palestine qui était très difficile à généraliser .

Un certain nombre de juifs d'Europe (y compris de Juifs communistes), une fois arrivés dans la terre de « leurs ancêtres », déchantèrent au contact de la dure réalité du terrain et de la confrontation avec les masses arabes. De plus la pratique des Kibboutz était loin de la vision idyllique que l'on peut en avoir. Le rachat des terres à des propriétaires habitant en général les villes et souvent au delà des frontières (la Jordanie, la Syrie, le Liban) se traduisit par l'expulsion de milliers et de milliers de métayers puisque évidemment il était exclu pour les Kibboutz d'utiliser une main d'œuvre arabe) ! Et puis d'où venait l'argent récolté pour ces achats de terre ?

On retrouvera ce problème bien exposé dans le « Manifeste Communiste » écrit par Marx et Engels un siècle avant la naissance de l'Etat israélien. Parlant de ces bâtisseurs, de ces utopistes rêvant de s'expatrier dans des colonies faciles à conquérir, et de briser avec leur existence nationale, ils écrivent : *« Dans leurs rêves ils ne cessent de faire l'expérience de leurs utopies sociales, de fonder des Home Colonies, d'établir une petite Icarie – édition in douze (3) de la nouvelle Jérusalem ... Et pour donner corps à tous ces châteaux en Espagne, ils sont forcés de faire appel à la charité des cœurs et des bourses de la bourgeoisie... Ils s'opposent donc avec acharnement à tout mouvement politique des travailleurs... »*

Ce texte semble avoir été écrit pour annoncer... la création du futur Etat d'Israël : précisément avant la guerre de 1940 les colonies juives en Palestine ressemblent étrangement à une « édition in douze » de la nouvelle Jérusalem. En effet les Juifs qui émigrent en Palestine pour y travailler la terre ont besoin des subsides octroyés par le Fonds Social Juif Unifié.

(1) La Torah : la partie de la Bible consacrée à Moïse.

(2) Eretz Israël : le grand « Israël », correspondant à la vision talmudique.

(3) « In douze » : petit format.

Le système d'appropriation des terres mis au point par le Sionisme a toujours été marqué par l'idée de conquête d'un « home » pour le « peuple juif ». L'appropriation des terres arabes s'est toujours réalisée par le biais du Fonds Social Juif, de sorte que cela représente en même temps l'inaliénable propriété du peuple juif. Les Sionistes n'ont jamais caché leur intention, même avant 1921, et le Docteur Eder membre de la commission sioniste avait hardiment indiqué à la Cour d'Enquête de l'époque (Court of Enquiry) « *que la Palestine ne pouvait être qu'une patrie nationale et que la population juive la dirigerait ... Dès lors qu'elle serait prépondérante.* » Comment a été organisée cette « prépondérance » ?

On peut répondre : avec obstination et persévérance durant un demi-siècle. Tout a commencé avant la guerre de 1914 par l'émigration de petits groupes de Juifs fortement localisés, fondant des colonies juives agricoles les - Yishouv - « dans le format in - douze », et composées exclusivement de Juifs. Dès les premiers temps du Yishouv on vit se réaliser les éléments de la mise en place militaire ou, disons, para-militaire. Ce fut d'abord l'organisation Ha-Shomer (le gardien) qui recruta ses partisans avant la première guerre mondiale, et continua ses activités dans la clandestinité durant la guerre. Ce fut la Légion juive qui combattit aux côtés des Britanniques, ce fut également le NILI organisation d'espionnage pro-britannique dissoute en 1929, puis ensuite à partir de juin 1920 ce fut la Haganah qui regroupa les différentes tendances et organisa les Juifs valides vers l'autodéfense et la résistance contre les différentes révoltes arabes, à commencer par celle de 1920, celle plus importante de 1929, et enfin celles plus considérables encore de 1936-1939. Comme l'écrivent les manuels d'histoire israéliens « *les émeutes arabes de 1920-1921 confirmèrent la population juive dans l'idée qu'elle ne pouvait dépendre des autorités britanniques pour se protéger.* »

Ainsi dès le début des Yishouv la mise en place progressive de la défense armée, constitua le point de départ de la création d'un Etat Juif, auquel s'opposaient les Arabes qui constituaient pourtant à l'époque 85 à 90 % de la population ! L'universitaire Zwi Werblowsky (qui fut doyen de l'Université Hébraïque de Jérusalem) est tout à fait explicite quand il écrit « *pour les Juifs l'Etat d'Israël n'existe pas par droit de conquête, mais par droit historique.* » Et comment concilier ce droit historique avec le droit de conquête ? « *La victoire des armées n'est que secondaire, bien que - post factum - sa portée puisse difficilement être exagérée, car si elle n'a pas (et ne le peut pas) prouvé le droit d'Israël sur cette terre, elle a pu prouver... qu'Israël est prêt à combattre et à mourir pour ce qu'il sait être le centre actuel de son histoire.* » Ce galimatias est intéressant à relever aujourd'hui : il n'y est évidemment pas du tout question du droit des Palestiniens qui n'existent pas, mais il y a de grandes phrases sur le droit d'Israël à exister ... et sur l'aspect « secondaire » (mais néanmoins indispensable) des conquêtes militaires. L'article écrit dans un style pompeux voudrait faire oublier au lecteur le poids décisif, sanglant, du droit militaire du plus fort, c'est à-dire des Israéliens !

La question décisive, lancinante, vers laquelle tout concourt pour s'opposer aux légitimes revendications des Palestiniens, c'est cette volonté persévérante du noyau dirigeant de l'Etat israélien, de constituer - contre vents et marées (à long terme) - un Etat Hébraïque en Palestine.

Après la guerre de 1939 -1940 les Juifs, forts de leur « droit » de victimes du génocide nazi, ont par tous les moyens colonisé la Palestine. Nous avons vu précédemment comment, à partir de 1946, ils se sont attaqués à leurs anciens défenseurs, les Britanniques.

Et c'est sans doute cette lutte qui plut tant à Staline, pour qu'il soutienne en 1947 la

création de l'Etat israélien à l'ONU ! En avril 1948, quelques semaines avant la création de l'Etat israélien, des massacres ont été organisés par les autorités israéliennes, semant la terreur auprès des populations palestiniennes. C'est ainsi que les massacres délibérément organisés par la future armée israélienne à Deir Yassin causèrent la mort de 250 victimes, toutes civiles, massacrées froidement par la Haganah... Il y eut plusieurs autres massacres jusqu'au déclenchement de la guerre avec les Etats arabes. Tous avaient un même but : pousser les Palestiniens à fuir le nouvel Etat israélien. Après le 15 mai 1948 jour de la création officielle de l'Etat israélien, plus de 500 villages palestiniens furent entièrement détruits et rasés, et 750.000 Palestiniens, contraints à l'exil, s'enfuirent en Cisjordanie, à Gaza, et dans les pays arabes alentour (Syrie, Liban, Jordanie.) Les Palestiniens appellent cela la « Nakbah », c'est-à-dire la catastrophe, celle d'un exil massif et contraint, sans aucun appel, sans rémission.

Sans rémission, car tout citoyen arabe qui s'enfuit et laisse des biens (immobiliers et mobiliers) dans le futur Etat israélien se voit déchu de l'ensemble de ses biens qui deviennent nationaux, et il n'a plus le droit de revenir en Israël. C'est devenu un apatride, sans toit ni droits, un laissé pour compte. C'est au fonds, exactement la même situation impartie aux Juifs que le troisième Reich hitlérien avait poussés à émigrer après la « nuit de cristal » du 9 novembre 1938... 25.000 juifs allemands (sur un total de 275.000) après leur internement dans des camps de concentration durant quelques semaines, furent obligés de s'expatrier.

20 ans plus tard, lors de la guerre dite des 6 jours (juin 1967), le même scénario se reproduisit. En quelques jours 100.000 réfugiés de la guerre de 1948 et 200.000 Palestiniens de Cisjordanie ayant acquis entre temps la nationalité jordanienne sont contraints de fuir les terres de Cisjordanie et la bande de Gaza conquises par Israël, pour se réfugier dans des terres sous contrôle arabe. Enfin, la clef de l'Hébraïsation réside dans l'arsenal juridique qui se met en place entre 1949 et 1953 pour empêcher le retour des réfugiés palestiniens et régler définitivement leur expropriation :

- La loi sur le retour donne le droit à tout Juif de toute nationalité de s'installer en Israël et d'acquérir automatiquement et immédiatement la nationalité israélienne.

- La loi sur la « propriété des absents » permet le transfert des biens des « absents » (les réfugiés) aux organismes juifs. (ainsi, après trois ans d'absence, un bien immobilier palestinien est exproprié par l'autorité israélienne, au mépris du droit international...)

- La « loi d'exception sur les zones de sécurité » donne enfin le droit aux autorités israéliennes de créer des zones militaires de sécurité auxquelles les palestiniens expulsés n'ont plus accès : il suffit à l'Etat israélien de créer en permanence des zones de sécurité pour exproprier les familles palestiniennes. Cette technique est toujours utilisée notamment pour créer des colonies nouvelles qui viennent exproprier les familles palestiniennes...

On ajoutera la loi sur la gestion des terres abandonnées, et la « loi sur l'acquisition des terres » (permise uniquement au profit des colons juifs.)

Toutes les conditions d'existence de l'Etat d'Israël ont été rendues possibles grâce aux aides accordées par les grandes puissances, et d'autre part par le congrès mondial juif unifié. Mais le rapport entre ces aides varie de cinq à un ... Ainsi en 2.002 les Etats-Unis ont accordé une aide directe à l'Etat israélien d'environ quatre milliards de dollars (c'est le montant que reçoit ainsi en moyenne tous les ans l'Etat israélien. Cela correspondrait (calculée en nombre d'habitants) à une aide de 40 milliards de dollars pour la France par an.) A cette aide il faudrait ajouter les énormes sommes obtenues de la part des autorités allemandes et des autorités helvétiques pour le solde du règlement du

génocide ! Ce qui évidemment est scandaleux, car ces dédommagements devraient aller directement aux victimes, à leurs héritiers ou à des œuvres d'intérêt général, permettant de commémorer le souvenir du génocide et d'éviter (?) son renouvellement. (Le génocide affreux et barbare du Rwanda démontre hélas que le monde est capable des actes les plus noirs, comme le savent bien les membres de l'Etat-Major israélien qui assassinent des Palestiniens tous les jours en toute tranquillité.) Ajoutons encore à ces sommes celles qui proviennent régulièrement de l'Union Européenne et qui s'adressent par la force des choses essentiellement à l'Etat israélien. (On sait aussi que des milliards de francs avaient été attribués aux fonds gouvernementaux palestiniens pour la construction des Bâtiments publics de Ramallah, et qu'ils ont été annihilés entièrement par les bombardements israéliens.)

Mais souvenons nous : Israël a pour fondement la Torah ... Depuis quand la Torah est-elle devenue une raison d'Etat ? Quels sont les malades mentaux qui prétendent imposer à un peuple ce genre de préceptes ?

Les Israéliens peuvent certes répliquer « de quel droit assiste-t-on à l'existence d'Etats islamiques ? » On répondra aisément en expliquant que ces Etats existent naturellement depuis des siècles et qu'ils sont fondés sur une large prééminence de populations musulmanes. Il faut signaler que dans la plupart des cas il y a dans ces pays égalité des citoyens quelle que soit leur religion. Il faut pourtant reconnaître que c'est au sein de l'Etat palestinien (même croupion) que la laïcité s'est imposée, et que le niveau de culture est l'un des plus grands de tous les Etats arabes ! On m'objectera encore la « barbarie » des actes de défense pratiqués par les Palestiniens (suicides par bombes). Yadh Benachour écrit (1) : *« Tous ces dispensateurs de violence, en particulier les terroristes, ne sont pas des êtres pervers, attirés par le mal en soi, le sang, la douleur de l'autre, la destruction des biens et des êtres, le combat déloyal... Il peut aussi s'agir d'une expression de désespoir. Il est question de pouvoir redresser ou réparer l'injustice et la domination, qui sont ressentis par les terroristes comme des formes de terreur. Celui qui recourt à ces formes extrêmes de violence, et notamment le suicide sacrifice, est un être désespéré de ne pouvoir restaurer par des voies de droit et de paix l'ordre équitable des choses. »* Voici donc le point de vue d'un « Arabe ».

Vient ensuite celui d'un « Juif » qui explique la dégradation des événements en Palestine par l'assassinat (perpétré par un Juif d'extrême -droite et fanatique) d'Ithzac Rabin (2) : *« A partir de l'assassinat de Rabin les choses se sont dégradées rapidement. Sa disparition en tant que telle a créé un manque. Mais le plus grave à mes yeux est que le passage à l'acte de cet extrémiste juif a certes éveillé beaucoup de chagrins et d'émotions en Israël, mais n'a pas provoqué de réaction vitale. »*

(1) Yadh Benachour in « les rencontres d'Averroès (éditions Parenthèses – 2.003.)

(2) Abraham Segal . Idem.

L'évolution démographique en Palestine avant et après l'indépendance de l'Etat israélien.

Avant la guerre de 1914 les tentatives de peuplement juif de la Palestine furent très faibles, et on a vu que les efforts de l'organisation sioniste se sont surtout développés après la guerre de 1914. (La « déclaration Balfour » et la prise de contrôle britannique sur la Palestine jouèrent un rôle déterminant dans ce processus). Après la fin de la guerre, l'émigration est favorisée par le Fonds National Juif Unifié sous l'influence des persécutions dont font l'objet les Juifs dans une partie de l'Europe Orientale et occidentale. Mais il faut cependant noter que malgré tous les efforts considérables entrepris par l'Organisation sioniste, à la veille de la 2^{ème} guerre mondiale, le pourcentage des juifs en Palestine oscille entre 10 et 15 % de la population totale. Au début de l'année 1945 l'émigration juive s'accélère (officielle et clandestine). Vers la fin de 1946, un an et demi avant la création officielle de l'Etat Hébreu, la Palestine proprement dite (le futur Etat israélien + la Cisjordanie actuelle+ la bande de Gaza) comptait 1.935.000 personnes :

(chiffres proposés par Meir Vilner, communiste israélien, in les Temps Modernes de juin 1967.)

	Juifs	Arabes et divers	Total
Etat juif	498.000	497.000 (1)	995.000
Etat arabe	10.000	725.000	205.000
Ville de Jérusalem	100.000	105.000	205.000
Total général :	608.000	1.327.000	1.935.000

(1) Y compris 90.000 bédouins.

Ainsi on constate vers la fin de l'année 1946 que la population juive (qui avait presque triplé depuis l'année 1939) ne représentait qu'un peu moins du tiers de la population totale.

C'est à partir des années 1947-1948 qu'arriva, en une cinquantaine d'années, le gros de l'immigration juive. (grâce aux mesures prises favorisant le « retour ».) A la fin des années cinquante les dirigeants sionistes déclarent qu'il faut limiter à 11,5 % la part de la minorité arabe en Israël. A partir de 1967 il faut parait-il fixer un pourcentage maximum de 12,5%.

Le gros de l'immigration juive semblait donner raison à ces statisticiens merveilleux. Mais depuis une dizaine d'années l'immigration juive s'est tarie et le développement de la population arabe en Israël est au moins le double de celui de la population d'origine juive : Les non-Juifs (y compris une petite minorité chrétienne) représentaient au milieu de l'année 2.002, 23,2 % de la population totale israélienne : le nouveau taux estimé « acceptable » par nos docteurs en statistiques est passé à 20 % ! Qu'en sera-t-il dans 20 ou 30 ans ?

Il nous faut revenir ici sur la dramatique condition infligée aux expulsés arabes de Palestine lors de la guerre de 1948 et de celle de 1967 : Ce sont au total environ 1.000.000 d'Arabes qui ont été chassés de leurs foyers, de leurs terres.

Les Arabes qui sont restés sur le territoire israélien sont passés de 290.000 (après l'exode imposé par l'armée israélienne en 1948) à près d' 1.500.000 aujourd'hui en raison de l'accroissement démographique. Ils vivent toujours comme des citoyens de seconde zone. Quant aux Palestiniens habitant aujourd'hui la Cisjordanie et le territoire de Gaza ils sont près de quatre millions et représentent un casse-tête pour le monde entier et particulièrement pour les Sionistes de droite et d'extrême droite, dont certains ne font pas mystère qu'ils voudraient bien les transplanter hors de la Palestine. La construction du mur encerclant, enclavant, comme des bantoustans, les territoires palestiniens ainsi que l'occupation insolente des territoires par des colonies juives en expansion constante n'est qu'un premier pas pour asphyxier les populations palestiniennes, les condamner, et les obliger... à fuir, ou bien à vivre pour la plus grande partie dans la misère la plus noire.

La Guerre des 6 jours.

Il est banal de constater la capacité de l'Etat israélien d'attaquer, sous prétexte de mieux se défendre. Dans tous les domaines, depuis le plus petit incident jusqu'à la guerre, cela a toujours été la tactique utilisée par le gouvernement israélien, qu'il soit de gauche ou de droite. Dans toutes les opérations, qu'elles soient militaires ou de lutte contre la guerre civile, la même méthode a toujours été choisie. Mais bien sûr dès l'opération terminée les langues se délient. Sur l'origine de la guerre de 1967, Ytzhac Rabin qui était alors chef d'Etat-Major de l'armée, a démenti la version officielle israélienne : « Je ne pense pas que Nasser voulait la guerre. Les deux divisions qu'il envoya dans le Sinaï, le 14 mai, n'auraient pas suffi pour lancer une offensive contre Israël. Il le savait et nous le savions. » De même le général Matiyahou Peled s'exprime ainsi : « La thèse selon laquelle le génocide était suspendu sur nos têtes en juin 1967, et qu'Israël combattait pour son existence physique, n'était qu'un bluff. » Enfin de la bouche même du premier ministre de l'époque Lévy Eshkol : « le déploiement militaire égyptien dans le Sinaï, à la veille de la guerre, était d'ordre défensif. » Trois versions qui concordent étrangement mais qui interviennent bien sûr après l'événement ! La défaite de 1967 amène plus de 200.000 nouveaux réfugiés dans les camps de Jordanie, de Syrie, du Liban. En Cisjordanie, les Palestiniens sont maintenant sous l'occupation israélienne, après la période jordanienne qui, malgré ses contraintes, leur avait permis de développer l'éducation, les structures d'urbanisation et d'habitation dans une bien plus grande mesure que les Arabes vivant en Israël...La guerre de 1967 suscitée de toute évidence par le gouvernement israélien de l'époque et approuvée après coup par les gouvernements égyptien syrien et jordanien a renforcé par ses conséquences, selon le cercle vicieux de l'œuf et de la poule, l'aile droitière, la plus réactionnaire du sionisme. Cette aile sioniste droitère elle même s'est toujours servie de la faiblesse, du manque de décision, voire de la veulerie de la majorité des dirigeants du parti Travailleiste, dont nous trouvons un échantillon représentatif en Shimon Peres. (1) Elle s'est trouvée confortée par l'immigration en Israël de millions de Juifs arrivant par vagues successives : Juifs sépharades venant des pays arabes, Juifs d'Ethiopie servant de main d'œuvre bon marché, et enfin le gros contingent de Juifs venant des pays de l'Est

(1) Shimon Peres fut depuis les années soixante un des leaders du parti travailliste : il s'est rallié depuis plus d'un an au parti Kadima d'Ehuth Olmert, et a été élu en 2007 au poste de « Président de la République ».

(principalement de Russie), malléables à merci, et ultra-sionistes. Fin août 1970 l'armée jordanienne et les palestiniens s'affrontent. Il faut comprendre que déjà à cette époque la population palestinienne est majoritaire en Jordanie. Cependant le roi de Jordanie pourchasse les Palestiniens et leur massacre durera plus d'une semaine faisant 3.500 morts et 20.000 prisonniers. Ce sera pour les Palestiniens le « septembre noir » qui justifiera par la suite certains attentats organisés par les éléments palestiniens les plus radicaux.

Au neuvième jour des combats un accord est annoncé par radio Amman. Mais au bout de quelques jours les combats reprennent et l'ensemble des combattants palestiniens est écrasé et contraint à se réfugier au Liban ou en Syrie. On peut aujourd'hui se demander si la tactique de Georges Habache (du FPLP) (1) mieux préparée, consistant à démanteler le régime d'un roi (Hussein) par les armes et l'insurrection des 60 % de population palestinienne n'était pas la bonne ! Comme d'habitude un accord est conclu ensuite entre Hussein et l'OLP. Mais cet accord sert Hussein qui saucissonne les combattants palestiniens, qui n'ont qu'un seul mot pour caractériser la situation : « vengeance ».

Le théâtre des opérations se déplace alors au Liban, le seul pays où l'action des Fedayins palestiniens soit possible. C'est à ce moment qu'intervient le petit groupe terroriste dit « septembre noir » qui, durant trois ans mène quelques opérations spectaculaires dont par exemple celle de septembre 1972 qui a lieu en Allemagne durant les jeux olympiques.(2)

La réponse israélienne à cette attaque, comme il est courant, sera terrible : plusieurs représentants du FATAH sont liquidés (par le frère aîné de B.Netanyahou, Yonathan, ainsi que par le futur chef d'Etat-Major puis plus tard premier Ministre Ehud Barak). C'est également à ce moment que l'OLP adopte deux décisions :

- Celle d'appeler l'ensemble du monde arabe à une lutte sans merci contre le bourreau Hussein de Jordanie.

- Par la révision de son programme politique qui est prêt à accepter l'existence d'un Etat israélien et d'un Etat palestinien englobant la Cisjordanie et la bande de Gaza.

En Egypte Anouar El Sadate a succédé a Nasser : il s'apprête à intervenir. Les raisons de cette intervention sont multiples : il lui faut affirmer sa nouvelle autorité dans le monde arabe. La haine montrée par les Palestiniens vis à vis de Hussein de Jordanie va lui profiter. Enfin sur le plan tactique la décision d'une attaque brusquée peut (et va) mettre les Israéliens en difficulté.

La Guerre du Kippour.

C'est le 6 octobre 1973 que commencent les opérations. L'armée égyptienne franchit le canal de Suez et l'armée syrienne attaque au nord sur le plateau du Golan. Les Israéliens sont surpris par cette attaque, et s'ils semblent débordés ils reprennent vite le

(1) FPLP : Front populaire de libération de la Palestine, d'obédience marxiste.

(2) On se souvient qu'aux jeux Olympiques de 1972 à Munich des terroristes ont pénétré dans l'enceinte israélienne et ont perpétré un massacre : 8 athlètes (tous israéliens) ont été tués.

dessus. Cependant les pertes de l'armée israélienne sont importantes : 2523 soldats israéliens tomberont avant la fin de la guerre et le mythe de l'invincibilité de « Tsahal » subit une sévère anicroche. Les pays arabes quelques temps après (sauf la Jordanie qui s'abstient) proclament la légitimité de l'OLP en espérant cette fois qu'elle saura mener une lutte plus conforme et moins radicale.

Enfin last but not least c'est l'assemblée des Nations Unies qui invite l'OLP (reconnue ainsi comme représentante du peuple palestinien) à se joindre aux débats en octobre 1974. C'est dans ces circonstances que s'impose la figure d'Arafat comme symbole de la résistance palestinienne.

Le 22 novembre 1974 l'Assemblée Générale des Nations Unies reconnaît le droit des Palestiniens à l'indépendance nationale et à la souveraineté par sa résolution n° 3.236, et jusqu'à décembre 1991 au cours de laquelle l'ONU après la conférence de Madrid, déclare « qu'Israël a rejoint les rangs des Etats racistes, comme l'Afrique du Sud ou la Rhodésie. » (Belle formule mais qui restera lettre morte comme toutes les autres.) Mais la dure réalité du terrain reprend ses droits. Les Palestiniens n'ont plus que le Liban pour assurer leurs bases. Cependant en 1976 aux élections municipales en Palestine occupée, l'OLP remporte une grande victoire. Enfin à partir de 1977 ont lieu les premiers contacts entre l'OLP et la gauche (la vraie) israélienne, qui soutient l'OLP au nom de l'anti-sionisme. La participation des palestiniens à la conférence de Genève (destinée à promouvoir la paix) n'est toujours pas possible. Il faut rappeler que l'enjeu de cette conférence se situe autour de la reconnaissance de la résolution 242. (1)

L'opinion israélienne est majoritairement hostile à la participation des « terroristes » à la conférence de paix. C'est à cette période, sous le pouvoir du tueur Menahem Begin, que commence l'implantation dans les territoires occupés, des colonies juives, qui se sont développées et agrandies régulièrement depuis : c'est ainsi qu'on peut estimer aujourd'hui à 450.000 (500.000 avec les colonies de Jérusalem - Est) le nombre des colons juifs, alors que dans les années quatre vingt dix ils étaient 100.000 (en comptant les colons juifs implantés à Jérusalem). Nouveau coup dur pour l'OLP et Arafat : les accords de paix conclus entre l'Egypte et Israël, en septembre 1978. Quelques mois plus tard, le signataire égyptien, Anouar El Sadate, est assassiné.

Les israéliens ont alors un but essentiel : attaquer le Liban et refouler le plus loin possible les palestiniens. C'est alors qu'entre en scène le Chef d'Etat Major Ariel Sharon. (2)

En 1982 la guerre contre le Liban est déclenchée. « Elle fera, dans sa première phase, plus de 18.000 morts et 30.000 blessés parmi les Palestiniens et les Libanais, 650 morts côté israélien. »

(1) Résolution des Nations Unies de la fin de l'année 1947 qui reconnaît l'Etat palestinien (dans les frontières de 1947) et demande « Un juste règlement de la question des réfugiés. »

(2) Ariel Sharon s'est illustré en 1953 comme commandant de l'Unité 101 : une de ses premières opérations a été celle menée contre le camp de réfugiés de Bureij ... On lira à ce propos le jeu dramatique que j'ai composé en 2006 et qui fut publié en mars 2007 « Pâle Palestine » (en vente - 6 euros - à la librairie « Résistances » 4 villa Compoin, Paris 17^{ème}. Préface d'André Benedetto.)

Voici l'extrait de l'interview donnée par Arafat en cet été 1982 : (1) « ... Je m'adresse aux soldats israéliens ainsi qu'aux simples citoyens et je leur dis arrêtez-vous ! L'arrogance militaire ne nous brisera pas. J'aimerais dire un mot au colonel Elie Gueva (l'un des premiers refuznik israélien). En dépit de nos divergences, j'apprécie sa position humaine et sa décision de refuser de participer à l'assaut contre Beyrouth. Sa noble attitude est fondée sur les vraies valeurs juives. La paix règnera sur la terre sainte en dépit de la morgue de dirigeants dont la force brutale est la seule maxime dans la vie des nations... Un jour viendra où les Israéliens auront honte et voudront oublier ce que les dirigeants actuels ont fait au peuple palestinien durant cet été 1982 au Liban. »

Peu après, à Beyrouth, et malgré les engagements américains et de l'Union Européenne, eût lieu dans la ville même le massacre de Sabra et Chatila, organisé par les milices chrétiennes et son chef Elie Hobeika, mais entièrement contrôlé par le chef d'Etat-Major de l'armée israélienne Ariel Sharon, ainsi que par le général Eytan :

Le nombre des victimes de ce massacre estimé « officiellement » à 200 personnes (femmes, enfants, vieillards) est estimé par Pierre Péan à 1.500, il est cependant évalué par Amnon Kapeliouk à 3.000 victimes.

En Israël le 25 septembre, 400.000 personnes indignées par ce massacre, se rassemblent à Tel-Aviv dans la plus forte mobilisation contre la guerre depuis la création de l'Etat d'Israël ! Les gouvernements israéliens, au fil du temps qui passe, arrivent sans cesse à reculer l'échéance, celle où il faudra rendre des comptes au peuple palestinien, qui obstinément, malgré les tueries, la misère, les brimades en tous genres, lutte pour ses droits.

Après ces événements tragiques, Arafat impose à la direction palestinienne un retournement des alliances. Le seul pays arabe proche avec lequel il faille s'allier est l'Egypte, et au cours d'un voyage triomphal les accords conclus avec Moubarak le successeur de Sadate, le 22 juin 1983, créent des manifestations de liesse populaire. C'est un véritable tournant qui s'annonce au sein de l'OLP, tournant qui au nom du réalisme, s'exprime par tous les moyens dans la recherche d'une paix juste. Les contacts avec les milieux pacifistes israéliens s'intensifient malgré l'opposition farouche du Likoud et ... du parti Travailleuse, qui gouvernent ensemble.

Un « accident » de voiture survenu dans la bande de Gaza le 7 décembre 1987 (un camion israélien écrase quatre travailleurs palestiniens et en blesse sept autres) sera le déclencheur d'une manifestation spontanée de la population du camp de réfugiés de Djabalyah , et surtout des jeunes, excédés par les brimades subies de la part des troupes israéliennes et qui voient, rentrant d'un travail où ils subissent de plein fouet l'exploitation par les patrons israéliens, leurs camarades écrasés sans vergogne ... L'Intifada peu à peu gagne tous les secteurs : elle est contrôlée par un commandement national unifié, et interdit à chacun l'utilisation d'armes.

« Au cours des quatorze premiers mois de l'Intifada seules deux utilisations d'armes à feu sont signalées. Les manifestants y recourront très peu par la suite. »

A la fin de l'Intifada on comptera 1.300 morts et 36.000 blessés palestiniens, pour 150 victimes israéliennes.

Dans la nuit du 15 avril (1988) un commando de quatre hommes à Tunis, assassine Abou Jihad, le cher compagnon d'Arafat. Le crime est organisé depuis le Conseil des Ministres. L'opération est soutenue du côté travailliste par Ytzhac Rabin, Ytzhac Navon (ancien Président de l'Etat), le général Haim Bar-Lev, et pour le Likoud par Ytzhac

(1) Extrait du livre d'Amnon Kapeliouk : « Arafat l'irréductible. » Fayard 2.004.

Shamir, Ariel Sharon, Moshe Arens, David Levy et Moshe Katsav (Président de l'Etat, jusqu'en mai 2007, reçu en grande pompe par Jacques Chirac à l'Elysée début 2.004.) Un seul opposant à ce projet : Ezer Weitzmann (Ancien Président de l'Etat.)

La stratégie de l'OLP, grâce en partie à l'Intifada, change : la résolution n° 242 est adoptée. La session du Conseil National Palestinien de novembre 1988 (réunie à Alger) qui accepte le rejet du terrorisme sous toutes ses formes (y compris le terrorisme d'Etat) demande la réunion d'une conférence sur la paix sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et la garantie des droits à l'autodétermination des Palestiniens.

Un an après, des pourparlers secrets ont lieu entre des représentants palestiniens et israéliens à Oslo pour l'établissement d'un accord tendant à la paix.

Occupés depuis 45 ans, sans avoir de droits formels sur leur terre (dans tous les sens de ce mot), ils avaient eu, en 1993, un regain d'espoir. La direction palestinienne (suite aux pourparlers entamés secrètement en 1989 entre les émissaires israéliens et ceux du futur gouvernement palestinien) venait de reconnaître le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, et les pourparlers d'Oslo débouchèrent sur un accord de principe entre Itzhac Rabin et Arafat. Cet accord qui finalement limitait les territoires palestiniens à 22 % de leur dimension originelle, a été de plus en plus contesté par les Palestiniens. De toute manière il n'y a eu aucune tentative de paix : les gouvernements successifs israéliens ont appliqué la tactique générale utilisée par tous leurs prédécesseurs ; on fait traîner les choses et on rejette sur les Palestiniens la faute originelle ... Ce sont des incapables, des « fauchetons » et on ne peut rien traiter avec eux ! On connaît la suite des événements : les pourparlers continuent en 1994. Puis en nov. 1995 Itzhac Rabin est assassiné. Peres le mou (qui fait irrésistiblement penser à Guy Mollet) prend la relève mais n'arrive pas à s'imposer, puis ensuite, après l'intermède Netanyahu (du Likoud), Ehud Barak (Travailleiste) tente le tout pour le tout, et sur un coup de dé (ou plutôt de poker-menteur) désespéré, annonce à grand fracas, après l'échec de Camp David, que les Palestiniens « qui avaient tout » ont laissé échapper la paix.

La 2ème Intifada.

Revenons sur ces sept années d'espoirs trompés par les gouvernements israéliens et d'illusions bafouées pour les palestiniens. La deuxième Intifada démarre en l'an 2.000 (le 29 septembre). Quelles sont les causes de l'échec de Camp David n° 2 ? Il est clair qu'Ehud Barak dont le temps était compté a essayé de tromper le monde et de gagner les israéliens à sa cause en expliquant avec le porte-voix des médias que les Palestiniens étaient des menteurs, qu'on leur offrait tout et qu'ils rejetaient tout avec dédain. (Quel mépris pour les Palestiniens !) En réalité la cause de la rupture est éminemment simple, et se situe dans le refus des Israéliens d'aborder la question du droit de retour des Palestiniens et du dédommagement .

Ariel Sharon gagne les élections et relève encore drastiquement le niveau de violence de l'occupation, et finit en quelque sorte le travail inlassablement commencé par ses prédécesseurs. Il faut ici signaler l'effondrement du Parti Travailleiste aux élections, et l'augmentation significative des abstentions.

« L'explosion de la colère des Palestiniens le 29 septembre 2.000 mit un terme à la charade commencée à Oslo 7 ans auparavant et étiqueta le *processus de paix* ... A cause du déséquilibre criant de la balance des pouvoirs, les négociations capotèrent et les espoirs palestiniens ne furent jamais exaucés. Les Israéliens, sans rapport avec le gouvernement au pouvoir chicanèrent sur les mots, demandèrent la révision de ce qui avait été obtenu auparavant, puis refusèrent d'appliquer le nouvel accord. En même

temps les gouvernements successifs démolissaient les maisons palestiniennes, prenaient possession de la partie Est de Jérusalem, et expulsaient les Palestiniens pour bâtir de nouvelles colonies... Comme la protestation s'amplifiait, les hélicoptères et les avions bombardaient les cités palestiniennes causant des dommages importants et de nouvelles victimes. » (1)

Ainsi, peut être pour la première fois, une journaliste américaine fait ressortir ce fait fondamental qui existe depuis les origines du conflit : la volonté systématique des sionistes (de gauche comme de droite) de profiter en permanence de leur poids militaire disproportionné, pour écraser l'interlocuteur - le peuple - palestinien. Cette politique qui est menée depuis la fin de la dernière guerre, porte un nom. C'est une politique « jusqu'au - boutiste » qui privilégie sans cesse le court terme, qui permet de gagner du temps. Mais c'est aussi une politique sans espoirs, à la fois pour le peuple palestinien et pour le peuple israélien. Nous entrons maintenant dans la huitième année de la seconde Intifada, et le niveau d'exaspération des Palestiniens est plus terrible qu'il n'a jamais été. Et on comprend aisément pourquoi femmes et jeunes hommes ont recouru au sacrifice (la bombe humaine) qui représentait la seule issue, terrible, à l'occupation, qui suscitait l'horreur, et qui s'est accompagnée de toutes les atrocités auxquelles s'est livré le gouvernement israélien.

Le pourrissement de la situation de 2 000 à aujourd'hui :

Le déclenchement de la deuxième intifada et la nomination par Arafat d'Abou Mazen (Mahmoud Abbas) à la tête du gouvernement en 2003 n'a rien changé : les événements sont allés jusqu'à ce jour vers le pourrissement de la situation, vers une situation épouvantable pour les Palestiniens ... La nuit où il a été élu, le 6 février 2001, Sharon a appelé le Professeur Arnon Sofer, un géographe de l'université de Haïfa qui avait mis en garde contre « le danger démographique arabe ». (2)

« Sofer a été invité à apporter des cartes qu'il avait montré lors une conférence à laquelle avait assisté Sharon. Sofer avait argué du fait que l'Etat d'Israël devrait unilatéralement placer ses propres frontières pour se défendre contre le double danger d'un accord négocié et d'une future majorité Arabe en Palestine historique.

Les cartes de Sofer coupaient la Cisjordanie en trois cantons clôturés électriquement : un de Jénine à Ramallah, un second de Bethlehem à Hébron, et un troisième autour de la ville de Jéricho. Le mur que Sharon construit maintenant, indique Sofer, "C'est exactement ma carte".

(1) Rachele Marshall dans « Le processus de paix se termine dans le sang et les protestations ». Washington Report on Middle East Affairs - décembre 2.000.

(2) Le professeur Sofer, adepte du fasciste israélien Jabotinsky, avait établi une carte divisant le territoire palestinien en trois entités - des Bantoustans - qui constituent effectivement aujourd'hui la réalité du terrain, grâce au mur, aux check-points, à tout l'arsenal mis en place par le gouvernement israélien , et qui empêche tout habitant palestinien de sortir de son ghetto.

A la fin de l'année 2004 Arafat meurt (1). C'est le moment choisi par Sharon pour lancer son soit-disant programme de paix : l'évacuation des colonies de Gaza ... Ces colonies qui surplombaient Gaza étaient en vérité invivables ... les colons reçoivent des sommes énormes et sont invités à partir : seule une petite minorité demeure et se fait évacuer par les troupes israéliennes... Pour une parcelle de territoire restituée, Sharon reprend en réalité 150% de territoire palestinien... Puis Sharon passe de la vie à la mort : son successeur s'appelle Ehud Olmert II entre en fonctions en mars 2006. Peu de temps auparavant les Palestiniens dans un geste totalement démocratique, le 26 janvier 2006, avaient donné une majorité au mouvement islamique « Hamas », qui l'emporta sur le Fatah gangrené par une trentaine d'années de corruption, et compromis par l'accord de paix avec Israël ... Ce fut le moment choisi par l'Union européenne à la suite des Etats-Unis, et évidemment d'Israël, pour supprimer l'aide apportée au gouvernement palestinien : et pourtant le Hamas majoritaire au parlement palestinien avait constitué un gouvernement d'union nationale, et pourtant encore ce scrutin analysé en détail par les observateurs européens avait témoigné d'un profond élan démocratique ! (C'était le scrutin le plus démocratique de tous les pays arabes : malgré les conditions difficiles du scrutin - notamment dans la région de Jérusalem – il y eut plus de 72 % de participation.) Israël développa en 2006 et 2007 sa pression militaire sur les Palestiniens (plus de 600 morts palestiniens jusqu' au mois de mai 2007), enfin, par son attaque sur le Liban en juillet 2006 « contre le Hezbollah » le gouvernement israélien s'est conduit comme un criminel de guerre (2)...

Enfin depuis le début juin 2007 s'est réalisée une rupture totale entre l'Autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas et le Hamas : de tensions en tensions, dès le moment où le Hamas a été victorieux aux élections de janvier 2006, après au moins deux gouvernements « d'union » entre le Hamas et le Fatah, la rupture a été consommée par les fusillades qui ont éclaté entre les deux services de sécurité.(3) Le Hamas en a profité pour contrôler le territoire de Gaza qui devient de ce fait coupé du monde puisque les Occidentaux ont coupé tous leurs vivres non seulement au Hamas mais à toute la population de Gaza qui est tombée à un degré extrême de pauvreté ... Aujourd'hui le Hamas contrôle Gaza, Mahmoud Abbas démissionne le premier ministre Ismaïl Haniyeh, et dissout le gouvernement : si cela ne se déroulait pas au prix de dizaines ou de centaines de morts dans un pays dévasté sous le contrôle absolu d'Israël avec 70% de gens démunis, sans aucune perspective, cela serait comique !

(1) A - t- il été assassiné ? Dans quelques dizaines d'années on connaîtra la vérité ...

(2) l'agression israélienne a duré 6 semaines : elle a été déclenchée soit-disant pour libérer les deux soldats israéliens enlevés par le Hezbollah (qui se trouvaient en territoire libanais !) . Il y a eu 1600 morts du côté libanais, pour la plupart civils, et pour des dizaines de milliards de dollars de dégâts (dont on ne voit pas comment, avec le gouvernement actuel de Fouad Signora, ils pourront être un jour être compensés par de nouvelles constructions ...)

(3) On sait que les Etats-Unis, avec l'appui israélien et les services de Mohammed Dahlan nommé directeur de la sécurité puis « démissionné » par Abbas quelques jours après, ont armé et formé les milices privées de la haute Autorité palestinienne !

Il serait en effet comique de voir un premier ministre élu par une majorité de Palestiniens dans les conditions les plus démocratiques possibles, démoli par la conjonction des efforts des Etats-Unis, de l'Europe, et bien entendu d'Israël qui grâce à ses différentes actions militaires a emprisonné plus d'une quarantaine de députés du Hamas, en a tué plusieurs membres, emprisonne actuellement environ 12.000 Palestiniens raflés en Cisjordanie et à Gaza. (1)

40 années en arrière : le n° spécial des Temps Modernes de juin 1967.

Que le lecteur me pardonne si je fais maintenant, après avoir relaté les faits principaux qui justifient mon anti-sionisme, un retour en arrière important. C'est en effet après avoir relu le numéro spécial des Temps Modernes consacré au conflit israélo-palestinien de juin 1967 que j'ai décidé d'écrire ce livre.

Ce numéro paru en juin 67 avait été écrit quelques mois auparavant et est remarquable à plus d'un titre : Il démontre quelle a été la logique permanente qui, des débuts jusqu'à aujourd'hui, a stimulé dans leur action les sionistes les plus virulents.

Il montre sans aucune faille que la « gauche » sioniste a toujours été à la remorque des sionistes de droite. Il permet de comprendre qu'il y a un nœud gordien dans ce conflit, et qu'il serait temps pour l'opinion publique mondiale et pour l'opinion israélienne de comprendre que sans la résolution de ce nœud, le conflit israélo-palestinien ne sera jamais réglé : ce nœud gordien est d'une simplicité élémentaire ; *il s'agit de la question du droit au retour des réfugiés palestiniens*. Comment régler aujourd'hui le problème palestinien ? La solution de ce problème est élémentaire, d'une simplicité désarmante : il suffit de « rayer Israël de la carte » c'est-à-dire d'exiger des parlementaires israéliens le vote d'une loi établissant en Israël une véritable laïcité et supprimant la notion « d'Etat juif ».

- Une telle loi supprimera la mention figurant sur la carte d'identité et donnant sa « nationalité » (juif, chrétien , musulman, etc.).
- Ainsi seront supprimés tous les articles des lois établissant une nationalité juive « supérieure » et des nationalités inférieures.
- Décrétant illégal le droit au retour automatique des juifs résidents hors d'Israël. Etc...

En même temps sera établie une négociation internationale où figureront en premier lieu les Palestiniens, mais aussi les Américains les Européens et des représentants arabes, cette négociation ayant pour objet de déterminer dans quelles conditions aura lieu le « droit au retour » pour les Palestiniens et leurs héritiers qui ont été chassés de Palestine depuis 1948, et quel sera le montant des indemnités compensatrices.

Ainsi en érigeant un véritable Etat laïque en Israël tout ne sera certes pas réglé ainsi, mais cela constituera une bonne base de départ ... Revenons maintenant sur ce numéro qui comprend près de 1.000 pages, et est divisé en trois parties : la première est écrite par des Arabes palestiniens. La seconde par des Juifs (d'Israël ou d'ailleurs). La troisième par des Arabes israéliens (d'origine catholique, druze et musulmane).

(1) Il faut que le lecteur français comprenne le sens de ce chiffre : à l'échelle d'un pays comme la France cela représenterait 12 fois autant de prisonniers c'est-à-dire près de 150.000 prisonniers politiques !

Dans chacune de ces parties les points de vue, sur certaines questions, parfois importantes, divergent. Cependant demeure une vision commune (au moins apparente) : la recherche d'une paix juste et honorable.

Le numéro commence par un article de J.P.Sartre qui indique son « déchirement » devant les évènements se déroulant en Israël et en Palestine :

« L'impérialisme est un tout qu'il faut combattre en tout lieu et sous toutes ses formes, au Viêt-Nam, au Venezuela, à Saint-Domingue, en Grèce et aussi dans tous ses efforts pour s'établir et demeurer au Moyen-orient. »

Nous ne pourrions qu'ajouter de nombreux autres pays à cette liste ... Puis il ajoute après : « L'idée que les Arabes détruisent l'Etat juif et jettent ses citoyens à la mer ne peut pas se supporter un seul instant sauf si je suis raciste. »

On trouve dans cette formule simpliste et grandiloquente tout le Sartre philosophique : comment les Palestiniens pourraient-ils « jeter à la mer » les Juifs israéliens ? Mais, encore une fois, Sartre a besoin de ces belles phrases pour justifier sa noble attitude.

En guise d'introduction à ce numéro est inséré un volumineux article de Maxime Rodinson, sociologue, orientaliste et directeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (1). Il s'agit d'un article de 70 pages (un véritable petit livre) qui traite déjà de l'ensemble des problèmes qui aujourd'hui encore sont en cause dans ce conflit : la création d'un Etat israélien et d'un Etat palestinien laïques, l'abolition du « droit au retour » des Juifs, l'instauration du droit au retour des réfugiés palestiniens (ou à une compensation).

Rodinson (qui était d'origine juive) était anti-sioniste, conscient que la création de l'Etat juif a été un long cheminement où les « élites » juives ont imposé à certains travailleurs juifs persécutés dans leur pays, la solution de la patrie juive, le nec plus ultra de leur « libération », sans se préoccuper le moins du monde de l'attitude des masses arabes vivant en Palestine. Selon une formule consacrée, « Il y avait sans doute des Arabes individuels mais pas de conscience nationale, pas de peuple palestinien. » En 1946 les Juifs ne représentaient que 33% du futur Etat israélien, et en 1917 10 %. Le cheminement de l'idéologie sioniste en Palestine a représenté en réalité un parcours obstiné qui a duré environ une trentaine d'années (de 1918 à 1948) et qui évidemment n'aurait pas eu lieu sans l'extermination par les Nazis de 6.000.000 de Juifs : les Sionistes de droite (comme de gauche) peuvent remercier Hitler ... En 1937-1938 Eichmann rencontra au moins à deux reprises les dirigeants de l'Organisation sioniste et se rendit en Palestine. En 1943 (bien après le début du génocide anti-Juif) il y eut des contacts entre les milieux sionistes et les Nazis qui se traduisirent par « l'exportation » vers la Palestine de plusieurs milliers de Juifs des pays de L'Est!!! L'article de Rodinson s'intitule : « Israël fait colonial ? »

(1) Maxime Rodinson : orientaliste français (et actif militant pour les droits de l'homme) est décédé en mai 2.004 .

Il commence par recenser tout ce qui a contribué à donner un aspect socialiste au Sionisme des dirigeants. Il cite les noms de Beer Borokhov qui, Sioniste marxiste, s'éleva contre l'Organisation sioniste tout en s'affirmant pour le retour en Palestine (1)

Il cite ensuite celui du socialiste tolstoïen Aaron David Gordon (2) finissant ses jours dans le Kibboutz de Degania. Les penseurs qui insistent sur le caractère socialiste du sionisme font remarquer l'importance du mouvement collectiviste en Palestine avant 1948. Ils critiquent ceux qui parlent de la conception coloniale qui préside à l'action du mouvement sioniste, en insistant sur le fait que la lutte contre l'impérialisme britannique annonçait pour la première fois les luttes de libération nationales de la seconde moitié du XX^e. Ils soulignent également le fait que le monde arabe est féodal, en partie fasciste, et donc que la lutte entre deux sociétés ne peut logiquement être gagnée que par la société progressiste fondée par les Juifs.

Tous ces penseurs oublient cependant un exemple historique pas si lointain, qui remonte au début du XX^e siècle. En Afrique du Sud eut lieu pendant quelques années un combat sanglant entre les Boers (colons paysans) d'Afrique du Sud, d'origine néerlandaise, et les forces britanniques « dominatrices ». Ce combat dont ont été d'emblée exclus les Africains, ressemble étrangement à celui qui vit la victoire des Juifs en 1948. Autre argument : les Sionistes « socialistes » insistent sur le rôle de l'URSS en 1947-1948 pour soutenir la création de l'Etat d'Israël. Ils oublient sans doute que l'URSS n'était plus depuis très longtemps un Etat socialiste, mais une dictature totalitaire et bureaucratique. Ce faisant ils font mine d'oublier quelle était l'origine des fonds ayant servi à l'achat des terres arabes. (A 90 % ces fonds étaient d'origine bourgeoise et moyenne bourgeoise...) Pourquoi se focalisa l'espoir international juif sur la Palestine ? Tout simplement parce que pour les religieux juifs la Palestine selon la Torah (la bible) est le pays que « Yahweh » (ton dieu) te donne en héritage. Pour les non-religieux attachés aux coutumes ancestrales, chacun alors se souvient des termes utilisés lors du repas pascal : « L'an prochain à Jérusalem. » Seuls quelques esprits lucides « attiraient l'attention sur le fait que la Palestine n'était pas un territoire vide... Ils ne rencontraient guère d'échos.. » Car à la fin du XIX^e , l'esprit européen imbu de sa force, ne tenait que pour négligeable l'existence de peuplades lointaines.

D'où l'expression qui a fait florès : « Un peuple sans terre pour une terre sans peuple. » Et même si on supposait (cela n'est évidemment pas vrai) qu'avant 1922 la Palestine était une « terre sans peuple », les Juifs y étaient une minorité et ont largement contribué, par l'action persévérante du Yishouv créant le mythe sioniste et appelant sans cesse les Juifs à la solidarité, à renforcer l'esprit nationaliste arabe... Il convient à ce sujet de citer Neville Mandel (3) qui déclare : « *les immigrants juifs vinrent en Palestine croyant qu'il s'agissait d'un pays désolé, habité seulement de façon sporadique. Ils étaient trop préoccupés de leurs propres affaires et trop ignorants de l'Arabe pour s'apercevoir de ce qui se passait autour d'eux.* »

(1) Beer Borokhov, 1881 – 1917.

(2) Aaron David Gordon, 1856 - 1922.

(3)Neville Mandel :“Turks, Arabs and Jewish immigration into Palestine, 1882-1914.”

Juste avant les grandes migrations de 1946-1947 des Juifs d'Europe, suite au génocide nazi, la Palestine était encore occupée par une large majorité d'Arabes. Des luttes fratricides opposaient les paysans arabes aux tenants des nouvelles communautés juives dans lesquelles la présence arabe - même sous forme de salariés - était totalement indésirable. La tension extrême à laquelle on aboutit en 1946 entre les populations arabes et juives en Palestine démontre parfaitement l'existence de deux communautés prétendant à l'exercice de leurs nationalités.

La seule différence réside évidemment dans le fait que parmi ces deux nationalités l'une - la nationalité arabo-palestinienne - possède l'avantage d'une existence millénaire, et d'un poids de population largement majoritaire sur une autre (la juive) qui prétendait simplement avoir des droits « historiques » sur la Palestine : c'est comme si les descendants des Wisigoths réclamaient aujourd'hui l'annexion d'une partie du Sud-Ouest de la France, que des français au nom des descendants de Richard Cœur de Lion réclamaient l'annexion de la Grande Bretagne ou bien encore (et la liste est infinie) que des Juifs réclament purement et simplement l'annexion des terres et leur transplantation dans celles qui constituèrent l'empire Kazar entre le 8^{ème} et le 11^{ème} siècle ; (c'est-à-dire le Caucase et ses alentours), sans oublier les « Roms » qui pourraient prétendre aujourd'hui récupérer la partie de l'Inde dont ils sont issus (depuis disons un millénaire) !!! Rappelons que, malgré les persécutions dont souffraient les Juifs en Europe orientale et occidentale (les pogromes sous le tsarisme, le Nazisme après 1933), le nombre des Juifs émigrant en Palestine était faible par rapport aux centaines de milliers d'émigrants allant vers les pays occidentaux et l'Amérique (du Nord comme du Sud : Etats-Unis, Argentine principalement ...)

S'il n'y avait pas eu la guerre mondiale de 1939, jamais les Juifs n'auraient pu imaginer conquérir un jour la Palestine (sa plus grande part) pour y constituer un Etat juif. Ainsi, par un de ces tours tragiques de l'histoire, les 6.000.000 de Juifs assassinés par le régime hitlérien ont été « récupérés par les milieux sionistes les plus extrêmes », comme le signale M.Rodinson. Bien avant la décision de la solution finale (janvier 1942), c'est en 1937 qu'eût lieu la signature des accords d'haavara (transfert) entre le gouvernement allemand et l'agence juive pour l'émigration en Palestine, des Juifs allemands. Et en 1938 le conseiller de la délégation Clodius note : « *La question de l'émigration vers la Palestine des Juifs allemands a été de nouveau tranchée, par une décision du Führer, dans le sens de sa continuation.* » (1)

La condition des Juifs allemands avant le 9 novembre 1938 (la nuit de cristal) n'était pas plus terrible en Allemagne qu'elle ne le fut en Russie avant 1917, avec des dizaines de morts par an dans les pogromes soutenus par le régime tsariste. S'il est vrai que dès le début, le régime Nazi avait inscrit dans son programme l'élimination des Juifs, c'est avant la guerre, par l'obligation de l'émigration juive qu'ils comptaient y arriver. A la veille de la nuit de cristal du 9 nov.1938 seulement un peu plus du quart des Juifs recensés en 1933 (soit environ 300.000 personnes) avait quitté l'Allemagne. Immédiatement après la nuit de cristal, ce furent 25 à 30. 000 Juifs supplémentaires qui émigrèrent.

Pour arriver à ce chiffre la police nazie interna 25.000 Juifs en camps de concentration, qui, libérés au bout de plusieurs jours, émigrèrent pour la plupart.

(1) Cette phrase semble indiquer que la « solution finale » n'a germé dans l'esprit d'Hitler et des Nazis qu'après le déclenchement de la guerre.

D'où naît l'anti-sionisme arabe ? « *L'anti-sionisme arabe se développe au contraire à partir d'un grief très réel (même si on veut l'excuser ou le justifier), d'une situation créée par la volonté libre de groupes juifs puissants et se proclamant représentatifs de l'ensemble des Juifs. Seul ce grief réel donne quelque signification aux mythes antisémites parfois avancés pour l'expliquer, et sans lui ces mythes perdent toute force.* » Demeure la question lancinante (à l'époque et toujours aujourd'hui) des réfugiés palestiniens.

« *Nous proposons de reconnaître ce droit et d'en faire, sans intervention ni pression d'une tierce puissance, l'objet d'un geste unilatéral d'Israël basé sur les principes suivants :*

a/ Toute famille de réfugiés choisit librement entre le retour en Israël ou le paiement de réparations. La liberté de choix conditionne la réalisation du projet.

b/ Celui qui renonçant au droit au retour, opte pour le dédommagement, recevra des compensations adéquates pour la perte de ses biens, de ses moyens d'existence et de toute autre jouissance.

c/ Ceux qui optent pour le retour reviendront en Israël en dix tranches égales.

d/ L'ordre de rentrée sera fixé par les autorités israéliennes compte tenu de facteurs économiques, militaires, etc.

e/ Le statut des immigrés sera celui des immigrants juifs ; on les relogera dans le cadre des plans de développement. Il convient de dissiper l'illusion selon laquelle chaque réfugié retrouvera sa maison et son village. Le retour des immigrés ne peut s'accompagner de l'expulsion des immigrants établis entre temps. De nouveaux villages, de nouvelles industries et d'autres moyens d'existence seront créés à l'usage des rapatriés.

f/ L'entreprise sera financée par des fonds internationaux.

g/ Il sera tenu compte des biens abandonnés dans leur pays arabe par les réfugiés juifs installés depuis en Israël. »

Voici donc les conclusions proposées par un intellectuel « juif » français il y a maintenant 37 ans, pour le droit au retour des réfugiés ! Toutes les solutions imaginées depuis par les gouvernements, la « gauche israélienne », semblent à côté, d'une pauvreté insigne, d'un niveau misérable, ou relèvent en général d'une évidente mauvaise foi. La revendication du peuple palestinien est simple :

1/ le droit au retour des réfugiés palestiniens en Israël ou en Palestine.

2) l'application de la résolution n°242 des Nations Unies. (C'est-à-dire la rétrocession de la Cisjordanie entière, sans la très grande majorité des colonies implantées depuis 1993-94...)

Voilà déjà plus de 10 ans que les Palestiniens attendent que l'Etat Israélien avance des propositions conformes à leurs espérances, et s'engage formellement dans des discussions sérieuses avec l'autorité palestinienne. On sait aujourd'hui que chaque « engagement » israélien n'est que de la poudre aux yeux. (1) Depuis l'an 1993 les Palestiniens attendent, avec désespoir, avec colère, dans la haine qui grandit, que l'Etat Israélien fasse des propositions conformes à leur attente!

Il y a dans ce n° des Temps Modernes un article de Shimon Peres qui en dit long sur l'état d'esprit de la « gauche » israélienne et sur ce mécanisme insidieux qui, d'années en années a abouti à la situation tragique actuelle.

(1) Ainsi en ira-t-il de la conférence d'Annapolis de novembre 2007 qui s'est tenue aux Etats-Unis.

Cet article s'intitule « Jour proche et jour lointain » . Il démontre clairement à quel point ce que l'on nomme la « gauche travailliste » se situait dès le début sur des positions racistes et colonialistes :

Il commence par affirmer le rôle « unique » que joue Israël dans le monde. Un « peuple qui réside seul » (*on trouve dans cette phrase écrite il y a 40 ans tout le mythe des Sionistes luttant seuls contre le monde entier, contre l'antisémitisme qui tel une hydre se développe dans tous les pays*). Puis il examine quelles sont les chances de paix : il voit un seul obstacle à la paix, à savoir ... L'Egypte ! Comment arriver à la paix ? « Afin de préserver ses chances, Israël doit demeurer vigilant et se préoccuper de toutes les possibilités de développement d'un armement moderne... » Quand viendra la paix ? Elle « adviendra lorsqu'un contact direct aura été établi entre Israël et les pays arabes. L'ennemi d'Israël n'est ni une race ni un peuple ni un gouvernement ni un régime. Notre ennemi est la politique de haine de l'Egypte, et lorsque le moment sera venu, les Egyptiens eux mêmes s'en rendront compte. » Voilà comment se conclue cet article. Pour Shimon Peres l'ennemi principal, était l'Egypte de Nasser. Quelques années après la mort de Nasser un accord de paix intervint entre Anouar El Sadate et le gouvernement israélien en 1978 : nous nous demandons toujours, 26 ans après cet accord, où s'est cachée la paix promise par Shimon Peres.

On trouve dans ce numéro des Temps Modernes, outre un certain nombre d'articles intéressants, celui écrit par Uri Avnery, qui 37 ans après, continue inlassablement de lutter en Israël contre le racisme et le colonialisme dont est imprégnée la société israélienne. (1) Dans cet article remarquable Uri Avnery revient sur les mêmes points que ceux abordés par Maxime Rodinson :

« Nous proposons de reconnaître ce droit (des réfugiés) et d'en faire, sans intervention ni pression d'une tierce puissance, l'objet d'un geste unilatéral d'Israël, basé sur les principes suivants :

Israël doit devenir un Etat pluraliste moderne qui ne fasse pas de discrimination entre Hébreux, Arabes, ou autres habitants.

Il faut abolir la « loi du retour » qui officialise et légalise la discrimination entre Juifs et non-Juifs, accordant des privilèges à ceux-là ... Nous ne trouvons aucun intérêt ... à rabâcher le slogan irréalisable du rassemblement des dispersés et de la concentration en Israël des Juifs du monde entier . »

(Depuis le moment où cet article a été écrit Israël a accueilli notamment 1.200.000 Juifs venant de Russie, et nous avons vu précédemment comment était en train de changer la structure de la population en Israël - malgré l'apport important de Juifs immigrés - avec un pourcentage toujours plus grand de populations d'origine arabe.)

(1) Né en Allemagne en 1923 il émigre en Palestine à l'âge de 10 ans, membre dans sa jeunesse de l'Irgoun, il publie en 1947 « Guerre et paix » ouvrage qui propose à tous les peuples du Moyen Orient une Fédération sémitique. Créateur de l'hebdomadaire Haolam Hazé qui réclame qu'Israël et le mouvement nationaliste arabe s'intègrent aux peuples du Moyen Orient. A la veille des élections de 1965 il crée le « Mouvement des forces nouvelles » (Haolam Hazé) qui recueille 1,2 % des voix et dont il a été l'unique député à la Chambre.

Uri Avnery poursuit son article en se demandant comment une paix juste pourrait intervenir. Il souligne (c'était vrai à l'époque et autant vrai aujourd'hui) que les Arabes n'accepteront jamais l'idée de la paix tant que le gouvernement israélien n'aura pas, de lui même, fait preuve ostensible de sa volonté de paix avec des propositions claires (nous dirions aujourd'hui « claires et acceptables ») sur la base desquelles on pourrait négocier. Avec qui ?

« Nous disons la nation arabe palestinienne, nous opposant à nouveau à la sacro-sainte doctrine du gouvernement israélien... Précisons notre pensée : nous reconnaissons l'existence d'une nation palestinienne arabe. Nous espérons qu'elle se libérera de la tutelle d'intérêts étrangers(jordaniens, syriens ou égyptiens) et apparaîtra sur l'arène politique en tant qu'interlocuteur valable et dans sa personnalité autonome. Nos propositions de paix s'adressent en premier à cette nation, bien plus qu'au monde arabe. »

Il y a 37 ans que ces propositions ultra - minoritaires au parlement israélien ont été formulées, et elles semblaient aboutir 27 ans après lors des accords d'Oslo en 1993. (Mais il faut souligner qu'à l'époque nous étions passablement crédules !) Avnery poursuit plus loin son raisonnement. Il aborde la question concrète des accords entre un Etat palestinien et l'Etat israélien : *« ... Un Etat palestinien s'établira sur tout le territoire palestinien hors des frontières israéliennes. Les problèmes entre les deux parties seront réglés par des moyens pacifiques ... »*

Plus loin il définit les conditions d'existence des deux Etats : *« Une union économique, l'ouverture des frontières, la libre circulation, des rectifications de frontières essentielles pour les deux parties, et peut-être avec le temps, un système fédéral réglant les intérêts communs. »* Et il ajoute ensuite, abordant la question du retour des réfugiés :

« Nous proposons de reconnaître ce droit et d'en faire, sans intervention ni pression d'une tierce puissance, l'objet d'un geste unilatéral d'Israël, basé sur les principes suivants :

Toute famille de réfugiés choisit librement entre le retour en Israël ou le paiement de réparations. La liberté de choix conditionne la réalisation du projet .

Celui qui, renonçant au droit au retour opte pour le dédommagement, recevra des compensations adéquates pour la perte de ses biens, de ses moyens d'existence et de toute autre jouissance.

Ceux qui optent pour le retour reviendront en Israël en dix tranches annuelles égales.

L'ordre de rentrée sera fixé par les autorités israéliennes compte tenu de facteurs économiques, militaires, etc.

Le statut des immigrés sera celui des immigrants juifs ; on les relogera dans le cadre des plans de développement. Il convient de dissiper l'illusion selon laquelle chaque réfugié retrouvera sa maison et son village... Le retour des immigrés ne peut s'accompagner de l'expulsion des immigrants établis entre temps... De nouveaux villages, de nouvelles industries et d'autres moyens d'existence seront créés à l'usage des rapatriés.

L'entreprise sera financée par des fonds internationaux. (1)

Il sera tenu compte des biens abandonnés dans leurs pays arabes par les réfugiés juifs installés depuis en Israël... »

(1) Uri Avnery rejoint sur ce point Maxime Rodinson (ou l'inverse). Aujourd'hui il serait juste que les fonds soient pour un tiers chacun, en provenance d'Israël, des Etats-Unis et de l'Union européenne.

Voici une vision correcte reprise par Maxime Rodinson de la « loi du retour des réfugiés palestiniens », que l'actualité brûlante rend toujours plus actuelle. Il y a cependant un manque dans l'article d'Avneri c'est le statut des minorités arabes israéliennes et la critique de « l'Etat juif et démocratique » : comment juger la création en Cisjordanie de centaines de colonies israéliennes, qui à elles seules prennent près de la moitié du territoire palestinien, occupées et contrôlées par l'armée israélienne, et qui font l'objet d'un mur et de barbelés les intégrant dans l'Etat israélien, en créant pour les Palestiniens des sortes de Bantoustans infranchissables, en empêchant par la force des choses l'Etat palestinien de fonctionner ?

Les colonies juives en territoire palestinien augmentent d'année en année, l'autorité est totalement bafouée et le Président (Arafat hier et Abbas aujourd'hui) ressemble à un animal libre simplement de ses mouvements, dans une cage située à Ramallah et encerclée par l'armée israélienne. (1)

La misère (depuis très longtemps) s'est installée en Palestine (qui compte aujourd'hui environ 70 % de chômeurs) et depuis plusieurs années, les Israéliens, grâce à leurs chars, à leurs hélicoptères, s'ingénient à exécuter des dirigeants des groupes armés palestiniens qualifiés pour la bonne cause de « terroristes », et à chaque fois ce sont des dizaines et des dizaines de Palestiniens qui meurent : au total aujourd'hui on compte en Palestine près de 6.000 morts et plusieurs dizaines de milliers de blessés depuis le déclenchement de l'Intifada ce qui à l'échelle des Etats-Unis, à population égale, représenterait 460.000 morts et 1.500.000 blessés ! (Les 3.000 morts des attentats du 21 septembre 2001 à New-York à côté de ces chiffres, ne pèsent pas lourd.) (2)

Il faut en parallèle signaler le nombre des morts israéliens dus à l'ensemble des actions terroristes lancées par les Palestiniens : en tout un peu plus de 1.000 morts pour une population de 50 % plus élevée. Qui sont les terroristes ? les Palestiniens ou les Israéliens ? Certes les terroristes palestiniens qui utilisent la technique du suicide ont réussi ainsi à faire monter le niveau des mesures de « protection » : mais la conduite terroriste d'Etat des Israéliens est aussi atroce. Faut-il rappeler ici que les Juifs avant l'indépendance de leur Etat ont été les premiers à utiliser l'arme du terrorisme ? Faut-il rappeler que c'est bien avant la guerre de 1939 que l'arme terroriste a été utilisée ? Et qu'à partir de 1946 ce sont des centaines de civils qui ont été frappés par les attentats de l'Irgoun ou du groupe Stern ? Et puis le « terrorisme » n'est-il pas l'arme des pauvres, des occupés, de ceux qui luttent contre l'exploitation et pour la liberté ?

Et a-t-on pensé du côté occidental aux souffrances du peuple palestinien ? a-t-on pensé aux morts, aux blessés, aux dizaines de milliers de maisons détruites par l'armée israélienne ? Aux chômeurs ? Aux 12.000 prisonniers qui, sans aucun jugement croupissent dans des prisons d'un pays « ultra-démocratique » dont le pays le plus mal doté d'Europe aurait honte ?

Quel peut-être l'avenir des enfants qui vivent en Palestine ? Le seul qui subsiste c'est pour les gosses palestiniens celui de jeter des pierres sur des chars israéliens et de se voir mourir ou blesser... Que penser ainsi de cette avocate qui à 29 ans, pour venger les membres de sa famille assassinés par les Israéliens, s'est faite exploser en Israël ? Elle avait l'air sympathique, intelligente : elle n'en pouvait plus d'avoir vu un frère et d'autres membres de sa famille abattus par les Israéliens !

(1) A la différence d'Arafat, Mahmoud Abbas nous fait songer à un personnage falot, prêt à tout pour se mettre en valeur et surtout prêt à collaborer avec Israéliens, Américains et Européens ...

(2) Citons parmi les plus connus les dirigeants du Hamas : Cheikh Yacine et Al Rantissi « liquidés » par les Israéliens.

Et « l'anti-sémitisme » que combattent les dirigeants israéliens n'est qu'un mythe commode, qui de la création de l'Etat israélien jusqu'aujourd'hui sert à justifier toutes les politiques militaires, économiques, vitales, policières, sociales qui ont sans arrêt été prises contre les Arabes palestiniens.

Voici donc quarante ans que Maxime Rodinson et Uri Avnery ont exprimé leur opinion, elle est, hélas, toujours aussi pertinente aujourd'hui.

Remontons dans le temps de 65 ans : « La conception matérialiste de la question juive » écrite en 1942 par Abraham Léon (1), trotskiste belge, caractérisait le peuple juif à cette époque de « peuple classe-prolétaire » exploité et humilié par les bourgeoisies-bureaucraties au pouvoir dans l'Europe de l'époque. Cette conception du « peuple classe » métaphorique ou allégorique exprimait la situation tragique des Juifs en Europe de l'Est. Si nous reprenions aujourd'hui la même expression, nous dirions que la situation est totalement inversée : le peuple juif en Palestine se retrouve dans la position inverse de celle d'hier. C'est devenu un « peuple classe-bourgeois » qui, par l'intermédiaire de ses gouvernants, opprime, humilie, torture, tue et exploite d'une manière coloniale et raciste le peuple palestinien. (On pourrait aisément reprendre cet exemple et l'appliquer aux colons français en Algérie avant 1962, aux Irlandais protestants de l'Irlande, aux blancs des Etats-Unis ou bien encore aux blancs d'Afrique du Sud au moment de l'Apartheid.)

En complément, citons ce texte qui remonte à l'année 1969 (2) : « *Cette société qui existe depuis 80 ans (la société israélienne) ne fut pas créée dans le vide mais dans un pays habité par un autre peuple. Le conflit permanent entre la société des colons et les Arabes palestiniens déportés ne s'est jamais arrêté et il a façonné la structure même de la sociologie, de la politique et de l'économie israéliennes .* » Le général Dayan déclara (lors de l'enterrement d'un Kibboutznik tué en 1956) :

« Nous sommes une génération de colons, et sous le casque d'acier et le canon nous ne pouvons ni planter un arbre ni construire une maison. N'hésitons pas devant la haine qui enflamme des centaines de milliers d'Arabes qui nous entourent. Ne tournons pas la tête de crainte que nos mains tremblent. C'est la destinée de notre vie... d'être prêts et armés, forts et durs, de crainte que l'épée tombe de notre poignet et que la vie s'arrête. »

Dayan décrit la situation encore plus clairement en précisant que les Palestiniens avaient de très bons arguments puisque *nous cultivons leurs champs sous leurs yeux*. Les citations de Dayan sont sans appel, et malgré (ou à cause de) leur ancienneté dévoilent clairement que globalement la théorie du peuple-classe chère à Abraham Léon s'est depuis retournée : le peuple israélien dans sa grande majorité est devenu un peuple « bourgeois ».

(1) Abraham Léon : « conception matérialiste de la question juive » écrit en 1942, Disponible sur Internet. L'auteur d'origine belge a été déporté par les Allemands et est mort à Auschwitz.

On lira en même temps Isaac Deutscher (Mémoires) racontant comment, adolescent en Pologne, un camarade plus âgé et plus politisé l'amenait le soir dans un cimetière juif, et l'obligeait à manger assis sur une tombe, un sandwich à base de jambon de porc...

(2) Citation du général Dayan.

Comme en Algérie pendant la guerre (et auparavant) les colons peuvent être considérés comme représentant une classe dominante, et plus ils sont pauvres plus ils sont fiers de leur situation par rapport à ceux d'en face, les humiliés, les colonisés !

Dans la mise en souffrance de la Palestine par Israël apparaît ainsi un retournement de situation où l'on voit les descendants (la deuxième ou la troisième génération des victimes, sous la direction d'individus qui pour la plupart n'ont jamais souffert des crimes nazis), s'affirmer comme bourreaux d'un peuple qui par surcroît n'avait rien à voir dans les persécutions dont étaient l'objet les Juifs, et qui érigent en droit absolu l'opération d'escroquerie bien montée internationalement qui a présidé à la création de l'Etat d'Israël. Démolissant des allégations similaires après l'invasion du Liban en 1982, l'universitaire Uriel Tal répondait déjà : *« les hauts cris au sujet de l'antisémitisme qui relèverait sa tête hideuse partout dans le monde, ne servent qu'à dissimuler le fait que ce qui est en train de se désintégrer dans le monde, c'est la position d'Israël, et absolument pas celle des Juifs. Les accusations d'antisémitisme ne visent qu'à enflammer le public israélien, à lui inculquer la haine et le fanatisme, à cultiver une obsession paranoïde comme si le monde entier était en train de nous persécuter et comme si tous les autres peuples, dans le monde entier, étaient contaminés par ce prétendu antisémitisme, tandis que nous, Israéliens, serions les seuls purs, les seuls immaculés. »* Comment ne pas être choqués par les commentaires officiels accompagnant en Israël la publication d'un rapport émanant de la communauté européenne et divulguant les résultats d'une étude démontrant qu'Israël était aujourd'hui considéré, pour 59 % d'Européens, comme source de guerre ?

Comme par hasard Sharon alors premier ministre n'avait trouvé qu'un grand allié européen pour s'émouvoir d'un tel chiffre : le sieur Berlusconi qui gouverna l'Italie avec ses amis ex-fascistes !!!

Nous citerons encore Uri Avnery : *« Si le sionisme a réussi en partie à améliorer la condition pitoyable des Juifs il a porté préjudice aux Arabes de Palestine. Il a sauvé des centaines de milliers d'âmes de l'enfer nazi, leur rendant une dignité d'hommes, mais a condamné des centaines de milliers d'Arabes à dépérir dans des camps de réfugiés. Il a donné naissance à une nouvelle nation hébraïque tout en niant l'existence et la personnalité de la nation arabe en Palestine... En achetant les terres des latifundiaires arabes vivant au Caire et à Beyrouth ils dépossédèrent - parfois avec l'aide de la police britannique - les métayers installés depuis des générations... En Israël même, le sionisme est devenu anachronique. La nouvelle génération née en Palestine, et surtout la plus jeune née depuis l'indépendance, ne connaît qu'un patriotisme israélien local. Elle s'intéresse à Israël mais disant nous elle pense à une nouvelle nation israélienne non aux Juifs de Brooklyn ou de Budapest. Israël a-t-il pour cela peur d'être un Etat sioniste ? Malheureusement non : au contraire. Comme toujours, l'idéologie retarde sur la réalité... »*

Enfin il aborde la question démographique en Israël, et ce sera sa conclusion : *« Hébreux et arabes, la mission de notre génération, des forces nouvelles de tous les pays de la région, consiste à sortir du cercle vicieux légué par nos pères. »*

Revenons sur l'aspect démographique, qui représente un trait important de l'échec inéluctable du sionisme (à moyen et long terme). Il y a 40 ans, nous l'avons vu, le taux de la population arabe se situait à 12,5 %. Malgré l'immigration de Juifs d'Afrique du Nord, du Yémen, de Syrie, d'Irak, d'URSS, de Russie (après 1991), malgré ces immigrations qui sont aujourd'hui variées, le taux des populations non-juives israéliennes s'établit aujourd'hui (à la fin de l'année 2.007) à plus de 25%.

Ce taux doublera dans 20 ou 30 ans et l'on sait par conséquent que le mythe sioniste n'a plus à vivre ... que cette période (au maximum) ! Mais en attendant, que deviennent les Palestiniens ? Sont-ils condamnés à l'enfer d'une vie misérable ou à la mort ? Les Sionistes prétendaient œuvrer à l'édification de l'Etat Juif pour des siècles. Les voilà acculés à une politique de terreur ... et de gangsters. Si les choses ne bougent pas, si le gouvernement israélien continue à « nettoyer » la scène palestinienne, la réaction des Palestiniens et des Arabes en général fera du Proche Orient une région encore bien plus explosive que celle que nous connaissons.

Dans quelques dizaines (?) d'années le nationalisme juif et le nationalisme palestinien rejoindront dans les poubelles de l'histoire l'ensemble des questions « nationales » telles qu'elles ont été posées aux peuples à différents niveaux de leur histoire : par exemple la question nationale telle qu'elle fut posée aux Alsaciens-Lorrains il y a 134 ans, et réglée depuis plus d'une soixantaine d'années.

Restent en dehors du problème israélo-palestinien, un certain nombre de cas « ardu », les cas Kurde, Basque, Tchétchène, etc.

Les anti-antisémites d'aujourd'hui en France.

Il faut tout d'abord répondre à une question : y-a-t-il un lobby sioniste dans le monde ? Il convient de préciser ce qu'est exactement un « lobby ».

Le dictionnaire répond : « Groupement, organisation ou association qui agit auprès des pouvoirs publics pour défendre des intérêts particuliers. » Le synonyme français est « groupe de pression ». Comment depuis plus d'un siècle fonctionne le « lobby sioniste » ? Par pressions constantes sur les différents pouvoirs publics directement ou indirectement concernés. Depuis le génocide nazi antisémite, et surtout depuis la création de l'Etat d'Israël (voulue rappelons le par les Etats-Unis et par l'URSS) il n'y aura jamais d'opposition franche à Israël de la part des puissances dominantes ! Israël s'est complètement moqué des différentes résolutions votées par l'ONU, et les a toutes déclarées obsolètes. Parallèlement nous avons vu à l'œuvre, dans tous les Etats « importants » du monde (c'est à dire dans les Etats dominants) une diplomatie israélienne appuyée sur des communautés juives bien organisées, disposant d'organisations « dynamiques » (comme par exemple le BETAR qui existe dans plusieurs dizaines de pays dont la France), avec en première ligne le gouvernement américain et une communauté juive hyper structurée aux Etats-Unis. Quels sont les ressorts financiers d'un tel lobby ? l'argent récolté par le Fonds Social Juif Unifié provient de tous les sympathisants de l'Etat d'Israël, fortunés ou non.

Cependant il convient d'insister sur le fait que la plus grosse part des fonds provient des éléments les plus fortunés.

Le nom de ce lobby aux Etats-Unis est l'AIPAC (American israel Public Affairs Committee ...) L'AIPAC selon diverses informations compterait 100.000 membres, et disposerait d'un budget de 75 millions de dollars. L'AIPAC intervient à tous les étages de la vie américaines : au Congrès d'abord, dans les moyens d'information ensuite, enfin suivant un réseau bien fait à tous les niveaux de la vie économique, sociale et culturelle. Il semble que l'un des thèmes fondamentaux menés actuellement par l'AIPAC est le déclenchement d'un bombardement américain sur l'Iran (via bien entendu Israël...) Les lobbies sionistes disposent d'un grand avantage : ils font appel régulièrement à la lutte contre « l'anti-sémitisme », ils tentent de donner - notamment aux jeunes juifs d'Israël et du reste du monde - l'image d'une société israélienne « encerclée par l'antisémitisme », en proie aux pires dangers, et ne devant son salut qu'à sa détermination et à son courage ! Comment, sur la question de la lutte contre

l'antisémitisme, fonctionne le lobby sioniste en France ? Il est représenté par le CRIF et par ses différents alliés dont par exemple la LICRA. Des associations « bidon » existent, qui au gré des circonstances sont utilisées pour l'anti-antisémitisme. Ainsi l'association « Avocats sans frontières » en France attaque systématiquement tous ceux qui se permettent d'émettre des critiques contre la politique menée par l'Etat d'Israël à l'encontre des Palestiniens. Goldnagel, avocat de l'ambassade israélienne à Paris, défend l'association « Avocats sans frontières » qui cite ainsi à comparaître Daniel Mermet et Jean Marie Cavada le 31 mai 2.003 devant le Tribunal de Paris, appuyés par l'Union des Etudiants Juifs de France et la LICRA, avec à l'appui, des témoins de poids (que nous retrouverons plus loin) et qui s'appellent Alain Finkielkraut, (qui intervient chaque semaine durant une heure sur France-Culture), Pierre André Taguieff, Alexandre Adler (journaliste et intervenant sur France Culture) et Roger Cukierman ex-président du CRIF. Peu importe si le procès est gagné ou perdu (il est perdu dans la plupart des cas), mais seule importe la stratégie générale qui vise essentiellement les milieux juifs, cherchant à les associer à cette lutte « surhumaine » et « impitoyable » contre l'antisémitisme qui éclate de tous côtés ! Le dernier procès d'un homme connu et respecté, ancien résistant, a été celui d'Edgar Morin (de son vrai nom Vidal – nom juif sépharade). Bien entendu, Edgar Morin a gagné son procès... Après trois années !

Il convient de signaler que cette lutte n'est pas sans effets, y compris dans des cas surprenants : par exemple dans un article publié par le journal libertaire-socialiste « Contre le courant », on peut lire un article du rédacteur en chef Alain Bihr (de novembre 2.003) qui s'intitule « Lettre ouverte à mes amis Juifs ». Cet article attaque de manière correcte l'équation anti-sémitisme = anti-sionisme. Cependant dans le dernier paragraphe de cet article il croit bon et judicieux d'ajouter ceci :

« Certains critiques, imbéciles plutôt que criminels du sionisme, vont répétant que Sharon=Hitler : que les exécutions ou massacres régulièrement commis par l'armée israélienne sont assimilables à une entreprise de génocide du peuple palestinien. Ceux-là ne savent certainement pas (ou ne veulent pas savoir) ce qu'ont été Auschwitz et Treblinka ou simplement la liquidation du ghetto de Varsovie... Ainsi il se dédouane à l'égard des Israéliens et peut se permettre de passer pour un esprit totalement objectif. » Cependant il ne peut arriver à ce but qu'en adoucissant ses propos anti-sionistes, en retirant leur caractère violent. Reprenons l'expression rencontrée dans de nombreuses manifestations, « Sharon = Hitler ». Elle n'est pas anti-sémite puisqu'elle compare Sharon à... Hitler ! (1) Comparons la à l'expression bien connue en mai 1968, CRS = SS ! Laquelle est fondamentalement la plus vraie ? Certainement Sharon = Hitler. Ce que les étudiants avaient reproduit en lançant le slogan « CRS = SS » c'était un slogan lancé par la CGT en 1948, pendant la grève des mineurs, qui critiquait vigoureusement l'attitude provocatrice de la police, indigne d'un Etat démocratique ... Je signale à mes amis lecteurs que l'UNEF fit paraître en mai 68 une brochure intitulée : « Le livre noir des journées de mai (2). Ce livre à son tour attaque le comportement indigne de la police française ... Faut-il obligatoirement faire allusion dans cette expression à Hitler de la dernière guerre ? Ou à Hitler d'avant le 9 novembre 1938 (la nuit de cristal...) ?

(1) Toutes ces manifestations ont eu lieu en 2003-2004 : il n'y a plus de manifestations significatives pour la Palestine en France depuis la mort d'Ariel Sharon ... Sauf en janvier –février 2009 après l'agression sauvage d'Israël dans la bande de Gaza.

(2) « Le livre noir des journées de mai » Seuil. Mai 68 .

Quel a été le niveau de cynisme de Sharon ? De combien de morts est-il responsable ? De plusieurs dizaines de milliers de morts (notamment pendant la guerre du Liban en 1982 ou les victimes libanaises avoisinent les 18.000 morts) à quoi il faut ajouter les victimes civiles de Sabra et Chatila ... Enfin il conviendrait de ne pas oublier son action spécifique dans l'armée dans les années cinquante où il s'était illustré comme exécuteur d'Arabes palestiniens... Enfin récemment Ehud Olmert et son ministre « travailliste » Amir Peretz ne sont-ils pas responsables des 1600 morts libanais tués pendant les bombardements survenus au Liban par l'attaque israélienne de juillet-août 2.006 ? Qui va les condamner ? Le tribunal International nommé sous la pression américaine ... pour rechercher les coupables de l'assassinat de Rafic Hariri au Liban ?

A quel niveau sont aujourd'hui arrivés, sur le plan psychologique, ces individus qui se prétendent les justiciers du monde, et qui sont aujourd'hui dans la position inverse de celle des Juifs avant la guerre de 1939, qui se complaisent dans la position de bourreaux d'un peuple qui n'avait absolument rien à voir dans la tragédie subie par les Juifs pendant la dernière guerre. Est-il besoin de rappeler ici que la victime, hélas, peut vite se transformer en bourreau comme le rappelait Hannah Arendt lorsqu'elle parlait de la banalité du mal. Pensons à ce que raconte Wladyslaw Szpilmann (1) :

« au moment où les Allemands décident de « nettoyer » le ghetto de Varsovie ils font tout simplement appel, dans une première étape, aux Juifs policiers qui travaillent sous le contrôle de la Gestapo, et dont la conduite est perçue comme étant pire que celle des Nazis... » La politique raciste et coloniale tellement marquée sous le gouvernement Sharon puis ensuite sous le gouvernement Olmert est une politique colonialiste, raciste ; les gouvernements israéliens qui se suivent pratiquent le crime de guerre et devraient être mis au ban de l'humanité : lorsque le professeur Yesha' Ayahu Leibowitz parlait de système israélien « judéo-nazi » avait-il vraiment tort ?

Plus la situation est abominable, plus les sionistes poussent des hauts cris face à l'antisémitisme. Je rappellerai à tous ceux là, et au plus honteux d'entre eux, Finkelkraut, que la paranoïa permanente des dirigeants israéliens, leur obsession à lutter contre l'antisémitisme, leurs cris d'orfraies, leurs appels internationaux à la solidarité des Juifs, leur cynisme, peuvent être mis en parallèle avec ce qui s'est déroulé en Europe durant l'occupation allemande : même obsession chez les fascistes belges, français, allemands etc. de voir la race blanche souillée par la « vermine juive » (aujourd'hui c'est la « vermine arabe »), mêmes appels à la civilisation menacée par le « Judéo-Bolchevisme ». Aujourd'hui c'est la lutte contre le terrorisme, les combattants irakiens, bref contre les Arabes, qui sonne le ralliement commun de toutes les droites et des Sionistes israéliens en particulier !

Revenons à la politique « anti-antisémite », à son « rôle exemplaire », telle qu'elle est menée en France : il y a eu à propos du « Forum Social Européen » tenu dans la région parisienne à la fin 2.003, l'article de Tariq Ramadan qui a déclenché les foudres des anti-antisémites notoires que sont Pierre André Taguieff, Alain Finkelkraut, Alexandre

(1) Wladyslaw Szpilmann : « Le pianiste » Robert Laffont . 2.001.

Adler, Bernard Henri Lévy et André Glucksman. Que reproche à ces individus Tariq Ramadan ? A Pierre André Taguieff il reproche les termes de son ouvrage sur la « nouvelle judéophobie ». L'ennemi de la communauté juive c'est l'Arabe, le Musulman (fusse-t-il Français) et ainsi la communauté juive « *ferait face au nouveau danger que représente cette nouvelle population d'origine maghrébine qui, de concert avec l'extrême gauche, banaliserait la judéophobie et la justifierait par une critique très retors d'Israël et un anti-sionisme absolu.* » Les antisionistes « absolus » sont donc des antisémites !!!

T.Ramadan épingle ensuite Alain Finkielkraut qui « *verse dans tous les excès sans être gêné de soutenir Sharon... sa prise de position révèle une attitude communautariste qui fausse les termes du débat, en France comme au sujet de la Palestine.* » Et plus loin il poursuit : « *la récente guerre en Irak a agi comme un révélateur. Des intellectuels aussi différents que Bernard Kouchner (1) André Glucksman, ou Bernard Henri Lévy, qui avaient pris des positions courageuses en Bosnie, au Rwanda ou en Tchétchénie ont curieusement soutenu l'intervention Americano - Britannique en Irak...*

On perçoit que leur positionnement politique répond à des logiques communautaires en tant que juifs ou nationalistes, en tant que défenseurs d'Israël... Le repli identitaire est patent et biaise le débat puisque tous ceux qui osent dénoncer cette attitude sont traités d'antisémites. » Et on notera dans la conclusion de ce texte qui ne représente pas plus de trois pages :

« *On relèvera avec respect le courage de celles et de ceux, Juifs (pas forcément mondialistes ou d'extrême gauche) qui ont décidé de s'insurger contre les injustices et notamment contre celles qui sont le fait de Juifs.* »

Voilà donc fidèlement résumé le texte qui a fait tant de bruits, qui a été présenté à ce forum européen et que ses détracteurs – du Figaro à Libération en passant par le Monde – présentaient comme un texte raciste et antisémite !

Revenons maintenant sur quelques événements marquants taxés « d'antisémitisme », relevés en France par l'Ambassade d'Israël : quelques centaines nous dit-on ; il faut savoir que si on applique les mêmes critères ce sont plusieurs milliers d'actes Arabophobes que l'on pourrait constater en France, au terme de cette comptabilité méticuleuse et curieuse. Deux événements relatés par la presse ont été imputés à l'antisémitisme pro-Arabe : le poignardage d'un rabbin libéral, Sarfaty, le vendredi 3 janvier 2.003 : comme le dit Pascal Boniface dans son livre « Est-il permis de critiquer Israël », et comme le signale l'UJFP (Union juive Française pour la Paix), il s'agit d'un coup monté par l'extrême droite sioniste (La Ligue de Défense Juive par exemple), que l'on fait passer pour une agression « anti-sémite ». Les néo-fascistes juifs y gagnent sur deux tableaux. D'un côté ils font passer l'acte pour anti-sémite, de l'autre ils s'attaquent à un rabbin libéral...(2)

L'autre incident est survenu à la fin de 2.003 : une école juive de Gagny a été incendiée, la nuit. On n'a plus eu de nouvelles de l'enquête policière... Enfin on se souvient de l'incident survenu au printemps 2.004 dans une école juive de la rue Popincourt : on a appris entre temps que c'était un employé de l'école (un Juif) qui avait fait le coup...

(1) Aujourd'hui ministre « d'ouverture » du président Sarkozy !

(2) Finalement il s'est avéré que le rabbin s'était poignardé lui même ...

Que penser enfin de cette aventure arrivée dans un RER parisien où une jeune femme avait racontée qu'elle s'était fait agresser par un groupe de voyous dont un noir qui lui avait marqué la jambe d'une croix gammée (le chef de l'Etat de l'époque, Jacques Chirac, s'était ridiculisé en donnant le lendemain une interview à la télévision sur cet « événement » !)

En 1954 je me souviens des petits nervis de Jean Marie Le Pen qui hurlaient (en réponse à une manifestation de gauche) « Hitler les a mis dans une couveuse ». Aujourd'hui ce genre de slogans n'est plus de mise au Front National, qui préfère prendre la défense d'Israël contre « le danger islamiste et les vagues d'immigration d'origine musulmane. » ô tempora, o mores !

Revenons maintenant sur l'un des plus célèbres « anti-antisémite », Alain Finkielkraut, petit fils de grands parents déportés par les Nazis, mais qui, lui, n'a pas connu la dernière guerre.

L'un de ses opuscules « Au nom de l'autre » est un (très) petit livre de 27 pages écrites en gros caractères : un article d'une page du Monde. Mais il est vrai que quand on s'appelle Finkielkraut tous les éditeurs s'empoignent pour avoir le privilège de l'édition ! Dans ses 27 pages il étale un savoir étonnamment maigre et creux. Il se réfère au livre d'un philosophe américain (?) Michaël Walzer « qu'aucun périodique français n'a jugé bon de traduire »,

Gallimard en a fait son affaire... C'est un ouvrage sans beaucoup d'intérêt, qui réussit au nom de la lutte contre l'antisémitisme à faire le silence le plus total sur la politique israélienne en Palestine sauf en un court passage où ce « grand maître » signale qu'il n'y a pas une, mais quatre guerres entre Israéliens et Palestiniens :

« La guerre d'usure palestinienne pour la destruction de l'Etat juif, (et dont relèvent aussi bien les attentats suicides que la revendication du droit au retour), la guerre palestinienne pour la création d'un Etat indépendant à côté d'Israël, la guerre israélienne pour la sécurité et la défense d'Israël, la guerre israélienne pour le renforcement des implantations et l'annexion de la plus grande partie des territoires conquis en 1967 ».(1) Nous aimerions savoir quelles sont les conclusions qu'en tire Finkielkraut. Est-il contre le droit au retour des réfugiés palestiniens ? Est-il contre l'agrandissement du territoire israélien au mépris de toutes les résolutions des Nations Unies ? Il faudra sans aucun doute attendre son prochain livre ! Cependant il y a un point sur lequel se prononce Finkielkraut : il pense que les attentats suicides ne sont absolument pas dignes d'un peuple éclairé par la raison.

Mais il refuse de se mettre à la place des Palestiniens luttant depuis 56 ans pour leur indépendance. Il n'a à la bouche que l'exemple de Bernard Lazare (anarchiste du début du siècle, dreyfusard, qui en 1900 se rangeait derrière le camp du Sionisme, mais qui, soulignons le ici, devant l'orientation prise par les sionistes s'est délibérément détaché

(1) Voici ce qu'écrivait Norman Finkelstein sur cet historien appelé Michael Walzer vivant aux Etats-Unis : « Les passages les plus mémorables de La révolution trahie de Léon Trotski sont ceux.. consacrés aux amis de l'Union soviétique ... Michael Walzer est un des plus célèbres amis d'Israël. Dans l'étiologie des approches justificatrices d'Israël, l'odyssée intellectuelle de Walzer présente un aperçu instructif ... La libération d'une nation n'est absolument pas souillée, même si elle est obtenue au prix de l'extermination d'une autre nation ... Des récits nationaux juxtaposés et irréductibles l'un à l'autre ont ainsi supplanté chez Walzer la notion plus étendue de guerres justes et injustes ... » Ces extraits sont issus de « Mythes et réalités du conflit israélo-palestinien » réédité chez Aden en janvier 2007 et se trouvent dans la préface datant de ... 1994 : on aimerait que ce « grand historien » nous parle du génocide survenu en 1994 au Rwanda qui vit la mort d'un million de Tutsis en trois mois ...

d'eux ! Mais évidemment Finkielkraut n'est pas au courant !) On retrouve sur Internet le résumé d'une interview donnée par Finkielkraut le 29/3/03 (soit juste après le déclenchement de la guerre en Irak) :

« Les Français persistent à voir Bush (G.W.) en cow-boy fruste et manichéen, ce qui est faux. Car en effet, Bush est entouré d'intellectuels, voire d'idéalistes. » (!) : il faut bien reconnaître que quatre ans après le déclenchement de la guerre d'Irak sa formule fait bien de lui un très grand philosophe ! Et : « Sadam Hussein a été déplacé de sa position d'ennemi public et on a installé à sa place Sharon et Bush. Du coup on me représente comme l'avocat du gouvernement qualifié de fasciste d'Israël. La France vit un grand moment de simplification, l'heure n'est pas à la nuance. » Et : « Un leader est celui qui accepte de diviser sa société pour parvenir à la paix, c'est ce qu'Arafat a refusé de faire à Camp David. Mais le même problème se posera pour les Israéliens aussi. » Ainsi le tour est joué ! On pourrait ainsi qualifier cet « intellectuel » de « manipulateur »...

Oublions maintenant le « philosophe » Finkielkraut et passons maintenant à Pierre André Taguieff. Ses propos démontrent au fond à quel point un intellectuel est capable de montrer sa veulerie et son inconséquence ... Il est vrai que déjà dans sa jeunesse, par son maoïsme, il nous dévoilait des « sentiers lumineux » ! Enfin pour donner une coloration historique à toutes ces affirmations, Pierre André Taguieff s'empresse de citer ce passage tiré de la lettre de Martin Luther King « Lettre à mon ami anti-sioniste » pour appuyer définitivement son raisonnement . Dans cette lettre, écrite en août 1967 (soit après la guerre des 6 jours), Martin Luther King fait en réalité une comparaison entre le destin du peuple noir américain, et élève la réalité religieuse comme une sorte de mythe en la considérant comme essentielle : « Et qu'est l'anti-sionisme ? C'est le déni au peuple juif d'un droit fondamental que nous réclamons à juste titre pour le peuple d'Afrique et accordons librement à toutes les nations de la terre. C'est de la discrimination envers les Juifs, mon ami, parce qu'ils sont juifs... » Quel que soit le respect que l'on porte à Martin Luther King, on ne peut pas dire ici que ses arguments volent haut. A l'époque où cette lettre a été écrite, Martin Luther King faisait l'impasse totale sur le sort réservé aux palestiniens et il oubliait totalement la loi du retour ; ce qui l'intéressait c'était surtout la comparaison religieuse, et il faisait un rapprochement totalement faux entre la condition des Juifs et celle du peuple noir américain, (qui a été ne l'oublions pas, importé de force au sein des Etats-Unis pour servir d' esclaves...). « La nouvelle judéophobie recycle les stéréotypes d'antan (le Juif riche et dominateur) sous le vernis du progressisme. » (Tiens, voilà que le « peuple sûr de lui et dominateur » gaullien refait surface !) : il n'a évidemment jamais entendu parler du livre d'Abraham Léon ... Cette dichotomie n'existe nulle part, c'est de l'affabulation pure et simple : il y a chez les Arabes des « dominants » et des « dominés ». Que dire de plus du soutien à la lutte palestinienne à laquelle se consacrent en Israël même des citoyens d'origine juive ? Faut - il donc les considérer comme quantité négligeable ? Et les « refuzniks », qui sont actuellement près d'un millier : faut-il les oublier ? Je signale en passant à Pierre André Taguieff qu'au moment de la guerre d'Algérie (comparable sur certains points à ce qui se passe en Israël - Palestine) le mouvement « refuznik » d'alors était, à population égale, en France cent fois moins important ! Quelques dizaines de déserteurs et d'objecteurs de conscience durant toute la guerre d'Algérie dans un pays (la France) comptant à l'époque 9 fois plus d'habitants (ou 12 fois si l'on ne compte que les juifs) qu'Israël d'aujourd'hui !

Que dire de la misère des Egyptiens face à la morgue de leur classe dirigeante ? Idem dans les pays du Golfe ... La liste serait longue. Mais il y a un seul problème qui semble

unir les peuples et les dirigeants arabes : c'est la solidarité avec le peuple palestinien. D'où cette phrase : « *la figure démonisée des Juifs Israéliens-Sionistes soutenus par les Américains, par opposition à celle, non moins mythique, des Arabes palestiniens victimes innocentes. D'un côté le Satan cosmopolite Etats-Unis – Israël - Occident, de l'autre les dominés et les opprimés (Arabes, Musulmans, etc.). Un discours manichéen qui fait oublier la responsabilité des dirigeants palestiniens et des Etats arabes dans le conflit du Proche-Orient.* » Ce que dit Taguieff est clair : les Palestiniens sont les ... victimes de la politique de leurs dirigeants ! Tout ce qui s'est passé depuis plus de 14 ans ne compte pas. Il est vrai qu'aujourd'hui un fossé est en train de séparer en Palestine Mahmoud Abbas et le peuple palestinien qui autour du Hamas essaye de lutter contre un ennemi qui cherche, via les services américains, à créer une scission entre Palestiniens. Pour lui la politique des dirigeants israéliens n'est absolument pas responsable de ce qui se passe en Palestine.

Par conséquent les masses palestiniennes sont bêtes et manipulées par la direction qu'elles se sont données le 26 janvier 2006 de la manière la plus démocratique qui soit ! Pour un peu Pierre André Taguieff va reprocher aux populations arabes de ne pas avoir accepté l'invasion de la Palestine par les Juifs, ni de s'être totalement soumises aux diktats israéliens ! Mais aussitôt après il tempère un peu son langage et signale qu'il est pour la coexistence de deux Etats indépendants, le retour d'Israël à ses frontières de 1967, la fin de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, le démantèlement des colonies... « *Je ne m'insurge pas contre les antisionistes critiques . En revanche, l'anti-sionisme absolu, celui qui dénie à Israël le droit à l'existence, est inacceptable. Ces antisionistes-là veulent l'élimination d'Israël par la guerre ou par la ruse, notamment en militant pour un Etat binational ou un droit au retour de tous les réfugiés palestiniens.* »

Par la guerre ou par la ruse ? de quelle ruse s'agit-il ? La réponse est claire, puisqu'il est impossible de voir triompher la thèse (toujours très minoritaire chez les Palestiniens) disant à peu près ceci : « tous les Juifs israéliens à la mer ». Reste donc la ruse : de quelle ruse s'agit-il ? La ruse en question bien entendu c'est : l'Etat binational. Il n'est pas non plus question pour lui de se prononcer contre l'Etat juif... (ce serait la fin du monde.) Le droit au retour (pour les réfugiés palestiniens) : je me suis appuyé sur des écrits datant de 1967 démontrant dans quelles conditions pouvait être appliqué ce droit au retour qui est un droit universel, imprescriptible, sauf évidemment pour les milieux sionistes. Le refus des dirigeants israéliens de vouloir même aborder « le droit au retour » explique l'échec des pourparlers de Camp David et de Taba. (en 2000).

Il faut se souvenir que les sionistes « de gauche » (ceux du parti travailliste de l'époque) expliquaient en 1967 que dès lors que l'on assisterait à la reconnaissance d'Israël à l'existence, le problème serait réglé ... Revenons enfin au « droit à l'existence d'Israël » : si le droit d'une nation à l'existence est fondé, que dire du droit d'une nation « juive » à l'existence ? avec une inégalité totale des droits entre citoyens juifs et arabes ? Dans 20, 30, ou 40 ans nous assisterons inévitablement à l'émergence d'un Etat binational composé d'israéliens et de Palestiniens. La création au préalable d'un Etat palestinien, peu viable économiquement, (s'il voit le jour ...) s'accompagnera très tôt de liens de plus en plus forts avec l'Etat israélien qui bien entendu devra devenir laïque (au sens français) et abandonner l'utopie d'être régi par les lois hébraïques, d'être un Etat « juif ». (le développement de la population arabe est inévitable et constitue l'un des maillons de cette chaîne.)

Après donc Pierre André Taguieff venons en maintenant à Roger Cuckierman qui succéda à Théo Klein comme Président du CRIF il y a quelques années. Même son de cloches. Voici le commentaire journalistique résumant son intervention au banquet du

CRIF de l'année 2003 : « Samedi lors du dîner annuel du CRIF, il avait dénoncé une alliance brun - vert - rouge, visant explicitement Lutte Ouvrière et la LCR et implicitement les Verts et le porte parole de la Confédération paysanne José Bové, affirmant que l'anti-sionisme est le nouvel habit de l'antisémitisme. » Nous sommes à nouveau ramenés au problème anti-sionisme = Antisémitisme. Il est donc interdit (sous peine de mort, de sanctions, ou de coups) de demander :

- La transformation de l'Etat d'Israël en Etat laïque supprimant l'ouverture de ses frontières aux seuls Juifs.

- La création d'un Etat palestinien sur la base des frontières de 1967, en abandonnant l'ensemble des colonies implantées.

- Le droit à une négociation sérieuse sur la base d'un accord préalable sur le droit au retour des réfugiés palestiniens chassés par les guerres de 1948 et de 1967.

Il faut arrêter de prendre tous les Palestiniens et ceux qui les soutiennent pour des imbéciles et des criminels sans scrupules. Il faut arrêter de bafouer les droits élémentaires d'un peuple, le considérer comme un sous-produit de l'humanité, fusiller à coups d'hélicoptères, d'avions, ses dirigeants ses membres de la résistance, et parquer des millions de Palestiniens dans des réserves insalubres, sans travail, sans perspectives, et forcer ainsi tous les Palestiniens à devenir apôtres du suicide individuel ! Enfin que penser d'un régime qui parque dans ses prisons 12.000 Palestiniens dont une cinquantaine d'élus du Hamas désignés par le peuple en janvier 2006 ! Que dirait-on de la France si elle parquait dans ses prisons le tiers des députés du Luxembourg ou de Belgique dont elle n'admettrait pas du tout l'élection !

En finir avec le sionisme !

Nous pouvons maintenant résumer ici l'essentiel de notre argumentation sur le Sionisme et ses méfaits. Le sionisme dès le début, mais surtout après les années 1920, a été un outil de transformation progressif des Juifs en Palestine (pour l'aile militarisée du sionisme c'était clair dès la fin de la première guerre mondiale) de peuple humilié en peuple exploiteur, raciste et colonisateur. Comme l'écrit Rashid Khalidi (1) « *si les juifs disent nous avons un lien avec ce pays depuis des milliers d'années, pourquoi les Palestiniens n'auraient-ils pas le droit de dire eux aussi qu'ils ont un lien historique avec cette terre ?... Il est clair qu'il y a des liens anciens entre le peuple juif, la religion juive, et Israël-Palestine. Mais nous les Arabes, nos villages, nos villes, notre civilisation, nos religions, notre présence ne comptent pour rien ?* »

Dans cette phrase contenue, modérée qui convient à un colloque poli et universitaire, s'exprime en réalité une colère rentrée contre l'attitude des Juifs israéliens vis à vis des Arabes palestiniens.

C'est sous la plume d'Alain Joxe (2) que la description des faits est la plus forte : « *Or le problème des Israéliens et des Palestiniens n'est pas un problème théologique mais un problème strictement local de décolonisation qu'une négociation solide avec aide internationale pourrait mener à bien.* »

Bien entendu le gouvernement israélien (je devrais dire tous les gouvernements israéliens) montre depuis plus de 7 ans qu'il n'y a pour lui qu'une seule solution : pousser à chaque fois le « gouvernement » palestinien vers la rupture de la trêve et démontrer ainsi à l'opinion mondiale qu'il n'y a pas d'autres solutions que de lutter contre le « terrorisme » ...

(1) Rencontres d'Averoès.

(2) Idem.

Nous avons montré dans cette étude qu'il n'y avait pas de différences quantitatives entre l'attitude « modérée » sioniste et celle brutale du Likoud et de l'extrême droite.

Par exemple nous avons vu que déjà en 1967, les Travailleurs promettaient la paix aux Palestiniens ... alors qu'en occupant la Cisjordanie et la bande de Gaza conquises sur les armées arabes ils allaient encore et encore se créer de nouveaux problèmes. Mais il semble bien que les désirs profonds des plus radicaux soient qu'apparaissent sans cesse de nouvelles difficultés à surmonter, à vaincre. Ainsi même « l'homme de la paix » que fut Ytzhac Rabin, n'hésita pas, tout en entamant les pourparlers de paix avec les Palestiniens, à poursuivre l'œuvre de construction des colonies en Cisjordanie ! Toujours l'attitude des israéliens a été dans les négociations, de tenter d'imposer par la politique du fait accompli, leur volonté.

Il faut rejeter, s'opposer aux « propositions conciliatrices » apparentes qui visent en réalité à endormir et à créer des obstacles au peuple palestinien. Ainsi il convient de refuser de prendre pour argent comptant les affirmations de l'aile modérée du « gauchisme » israélien dont Ilan Greilsamer (correspondant du Monde Diplomatique en Israël) nous donne un exemple (1) : *« L'impossibilité à trouver chez l'autre partie des interlocuteurs capables de percer une brèche dans le refus arabe, les revendications sionistes même les plus modestes étant irrecevables, même aux yeux des Arabes les plus modérés... Nombreux ont été les intellectuels sionistes-socialistes, qui ont très tôt voulu multiplier les tentatives d'apaisement et de conciliation, tout en ne cédant rien sur l'édification de l'Etat Juif... »* ainsi ce *« tout en ne cédant rien sur l'édification de l'Etat juif »*, c'est-à-dire sans aucun doute le maintien des colonies en Cisjordanie, l'absence du droit au retour des réfugiés palestiniens, et le maintien des inégalités scandaleuses pour les citoyens arabes-israéliens, constituent la base intangible de la domination israélienne ...

Le droit au retour est inaliénable, et constitue pourtant la pierre d'achoppement principale de toutes négociations (à condition qu'elles aient lieu...).

Nous avons vu les propositions avancées dès 1967 par Maxime Rodinson et par Uri Avnery : on peut certes discuter des modalités du droit au retour, prévoir différentes étapes, accepter le dédommagement des victimes, mais on ne peut pas, il est impossible de dire « non » ! Et Ilan Greilsamer affirme que *« D'un point de vue purement démographique, accepter le droit au retour c'est accepter la fin de l'Etat juif. »* Cette simple phrase (qui prise en elle même est correcte) justifie toutes les mesures militaires prises en avril et mai 1948 pour chasser la population arabe de la Palestine ! Il est clair qu'Ilan Greilsamer justifie ainsi (sans doute involontairement) tous les massacres et toutes les mesures prises à l'époque pour chasser un maximum de Palestiniens de l'Etat d'Israël en création ! Et pourtant, dans la mesure où le problème demeure le même aujourd'hui il aurait mieux valu pour les Sionistes, d'un point de vue démographique, éviter de chasser une partie des populations arabes en 1948 (et aussi en 1967). Les Arabes qui ont quitté la Palestine ne représentaient que quelques centaines de milliers de personnes, ils sont aujourd'hui plus de 4.000.000 dont environ 1/3 croupissent dans les camps de réfugiés (à Gaza, en Syrie , au Liban en Jordanie et en Cisjordanie). De toute manière comme on dit vulgairement « les carottes sont cuites » : dans quelques dizaines d'années il y aura un basculement de la population au sein de l'Etat Juif.

1) Le Monde diplomatique.

De 23, 2 % en 2.002, de 26% en 2006, les non-Juifs doubleront d'ici 20 ou 30 ans : il sera alors grand temps d'abolir le concept même d'Etat Juif, et de le laïciser. (Au sens français). Mais évidemment les Palestiniens, ont attendu tellement longtemps, ont espéré tant de fois, qu'ils sont aujourd'hui dans un état de désespoir et de colère infinie. Il existe depuis quelques années un gadget donné en pâture au peuple palestinien : officiel, pompeux et solennel. Il s'appelle « la feuille de route », et a été concocté par les Etats-Unis (avec l'accord du gouvernement israélien) puis avalisé par l'Union Européenne et la Russie. Ce document qualifié de « mort-né » par le « Canard Enchaîné » dès sa publication, semble donner les mêmes droits aux israéliens et aux Palestiniens, mais il s'agit en réalité d'un leurre, d'un faux semblant. La première condition imposée aux deux parties (considérées comme « égales » ce qui est un non sens), c'est que la violence et le terrorisme cessent, alors que l'Etat d'Israël ne cesse de multiplier depuis plus de sept ans sa propre violence, brutale, inhumaine, terroriste d'Etat, contre l'embryon d'Etat palestinien. Prenons en exemple ce morceau d'anthologie : « *La direction palestinienne doit lutter effectivement contre le terrorisme et respecter les principes de démocratie et de liberté.* » Que fait donc l'Etat israélien ? applique-t-il les principes de démocratie et de liberté ? l'occupation de l'embryon d'Etat palestinien par les troupes israéliennes laissant 10 % de libertés aux Palestiniens, l'entrée et le retrait permanents des troupes (les chars, les hélicoptères, les troupes d'assaut) sur le territoire palestinien, le confinement inextricable des frontières et la complexité incroyable des conditions de circulation pour les travailleurs palestiniens, pour les médecins, pour les ambulanciers, pour les enfants des écoles, les étudiants : voilà dans quelles conditions les Israéliens exigent des Palestiniens qu'ils respectent « *les principes de démocratie et de liberté* » ! Comment la société israélienne peut-elle se prévaloir des principes de « démocratie et de liberté » ? Souvenons nous ici en France de la guerre d'Algérie, de ce que nous avons vécu : mesures d'exceptions en octobre 1955 contre les « rappelés » ; après l'élection triomphale de la gauche en janvier 1956, (sur un programme de « paix en Algérie ») Guy Mollet le nouveau premier Ministre fait voter par la chambre (avec le soutien des communistes) les fameux « pouvoirs spéciaux » en mars 1956, la guerre en Algérie continue, ce sera 2 ans après le putsch des généraux et l'arrivée au pouvoir de de Gaulle qui, 4 ans après, entamera les négociations de paix : voilà le schéma auquel se raccrochent un certain nombre d'israéliens « de gauche », qui ont voté pour le Likoud pensant qu'il était mieux à même que la gauche (les travaillistes) d'appliquer (ou plutôt d'imposer aux Palestiniens) un plan de paix. Il semble toutefois que les conditions soient totalement différentes au Proche-Orient et que la paix sera essentiellement en Israël l'œuvre d'une véritable gauche, autre que le parti travailliste. Nous espérons (?) que cette vraie gauche verra un jour (dans combien de temps ?) une perspective de paix se profiler ... Mais revenons à la « feuille de route » : Dans la première phase ... « les Palestiniens doivent procéder aux arrestations de ceux qui entendent poursuivre la violence et détruire les infrastructures des terroristes, notamment en confisquant leurs armes... ». Tout est à l'avenant. Ce sont par définition les Palestiniens qui doivent commencer, ensuite Israël « démantèlera ses implantations sauvages » (devinez quelles sont les implantations qui ne sont pas « sauvages »). Le calendrier de cette feuille de déroutage est déjà en retard de plusieurs années, et la politique menée actuellement par Ehud Olmert (dans la droite ligne de celle d'Ariel Sharon) qui consiste en permanence à l'assassinat par avions de militants (ou de supposés tels) du Hamas, le harcèlement militaire de Gaza ou

d'autres lieux est l'aveu manifeste de la non volonté de paix des Israéliens. Ils sont en train d'appliquer à nouveau la politique traditionnelle qu'ils mènent depuis les années 94 – 95 : chaque seconde de gagnée pour le sionisme a une valeur ! (1)

La feuille de route est un alibi grossier pour les puissances dominantes, servant à masquer soit leur veulerie devant les actes du gouvernement israélien, soit leur accord avec la politique «anti-terroriste» de ce dernier, soit leur incapacité congénitale à intervenir dans ce conflit interminable.

Il existe un autre document c'est le pacte dit de Genève. Ouvre-t-il de nouvelles perspectives ? Il semble à priori plus crédible que la feuille de route, mais il n'a aucune légitimité pour le moment. Etant donné l'enthousiasme dont font preuve un certain nombre d'intellectuels et d'hommes politiques à son égard, on serait tenté de croire à sa crédibilité. Cependant Michel Warschawski et Shiko Behar (2) donnent un autre son de cloche :

« Certains des participants israéliens les plus cyniques du processus de Genève savent parfaitement bien qu'il y a une contradiction explosive entre la lecture palestinienne de l'accord et la manière dont ils le vendent au public israélien. » Il faut savoir que le Parti Travailleiste aujourd'hui est pratiquement mort. Amram Mitzna (3) ex-chef du Parti Travailleiste, avec la démission des déçus du Parti Travailleiste que sont Beilin et Yael Dayan (4), sont en train de former un nouveau Parti Social-Démocrate. Le Parti Travailleiste s'est aligné sur la position du Likoud dans les domaines économiques et sociaux. Des parlementaires travailleistes comme les généraux Benjamin Ben Eliezer, Efraim Sneh et Dany Yatom sont probablement pires que certains députés du Likoud. Ils soulignent dans cet article que le vrai problème, (celui qui se pose depuis 1948) est d'exposer au peuple israélien et non à son « élite », les données franches du problème : *« Tout d'abord les Israéliens critiques doivent dire au public israélien que le conflit n'est pas le résultat du terrorisme palestinien ou du fanatisme, mais bien le résultat de la dépossession et de l'occupation israéliennes. La responsabilité d'Israël dans le conflit doit être établie par les Israéliens. »*

(1) Une « conférence » a eu lieu en novembre 2007 sur la Palestine entre les Israéliens, les Etats-Unis et l'union européenne avec Mahmoud Abbas : Ehud Olmert signalera quelques jours avant qu'elle porterait sur des généralités (Conférence d'Annapolis.) ...

(2) Michel Warschawski est directeur de l'Alternative Information Center (AIC) organisation israélo-palestinienne dont Shiko Behar est le Vice-Président. ils publient leur position sur l'accord de Genève

(3) Amram Mitzna est né en 1945 dans un kibboutz. Il fut un des militaires les plus décorés lors de la guerre de 1967 ; à l'occasion de la première Intifada il a manifesté comme général dans les territoires occupés, une détermination et une dureté dans la répression qui ne laissaient rien à envier aux faucons. ; Il fut maire de Haïfa. Arrivé en tête du Parti Travailleiste en nov. 2002, il a démissionné 9 mois plus tard à la suite de la défaite du Parti Travailleiste.

Yossi Beilin , ancien ministre israélien à la Justice ; il a été l'un des responsables des négociations secrètes d'oslo.

(4) Yael Dayan fille de Moshe Dayan est membre du parti Travailleiste. A la Knesset, elle a été élue régulièrement sur des listes du Parti Travailleiste. (Signalons ici en passant que le Parti Travailleiste malgré ses crimes et son attitude procoloniale est toujours membre de l'Internationale socialiste !)

Ensuite il convient de tenir l'engagement du départ des colonies de peuplement, et, point le plus important, de régler équitablement le droit au retour des réfugiés palestiniens :

« Enfin le droit au retour est un droit essentiel. Que certains palestiniens soient prêts à en faire un objet de négociation, prenant en considération les angoisses démographiques d'Israël, doit être compris comme une œuvre généreuse de plus de la part des Palestiniens. Les Israéliens critiques doivent demander à leurs concitoyens – y compris le groupe de Genève – comment ils s'y prendront pour demander aux Palestiniens de renoncer au droit au retour, avant qu' Israël ait reconnu sa simple existence. Comme ce fut le cas avec les accords d'Oslo de 1993, dans les « accords de Genève » le contexte est bien loin d'être plus important que le texte, et c'est toujours comme ça quand l'opinion israélienne est concernée. » Autrement dit tant que les Israéliens ne s'engageront pas, dans un texte écrit et public, à retirer les colonies de peuplement et à accorder aux Palestiniens (au niveau des principes au minimum) le droit au retour, la situation continuera de pourrir. Il est absolument scandaleux que des intellectuels ou des hommes politiques français croient encore aujourd'hui que l'échec de Camp David a été l'œuvre d'un Palestinien fou et sanguinaire appelé Arafat ! les problèmes cruciaux demeurent toujours 59 ans après, la question du droit au retour des réfugiés palestiniens que ni la *feuille de route* ni *non plus les accords de Genève* ne prennent en compte, ainsi que la suppression de l'ensemble des colonies de peuplement.

il n'y aura pas de changement, car les jeunes Palestiniens n'ont plus rien à perdre : ils ont montré leur véritable détermination leur obstination ainsi que leur force !

« Les Etats-Unis se servent d'Israël comme d'une espèce de cobaye, non pour sauver ce pays mais pour l'utiliser. Et à mon avis les Israéliens vivent dans l'illusion lorsqu'ils pensent qu'au contraire ils utilisent habilement les Etats-Unis pour leur défense. » (1)

Enfin depuis avril 2006 les Etats-Unis et l'Union européenne ont démarré une politique habile mais qui à terme s'avérera douloureuse pour le peuple palestinien et les populations européennes et américaine : ils ont supprimé l'aide qu'ils apportaient au gouvernement palestinien (50.000.000 de dollars par mois pour les Etats-Unis et la même somme pour l'Union Européenne), depuis la victoire du Hamas aux élections du 26 janvier 2006, élections tenues par l'ensemble des observateurs occidentaux comme les plus démocratiques qui existent dans un pays arabe, et après qu'Israël ait lui même refusé de payer au gouvernement israélien le produit des droits de douane perçus, c'est - à - dire à nouveau 50.000.000 de dollars par mois ! Faisons le calcul : cela fait au total 150.000.000 de dollars par mois qu'a perdu l'autorité palestinienne soit 1 milliard 800 millions de dollars pour toute une année. Mais ce n'est pas tout : pour contrer le Hamas (2) il est tellement facile aujourd'hui pour les dirigeants américains de jouer le Fatah contre le Hamas (avec évidemment le soutien de l'Union Européenne...)

(1) Rencontres d'Averroès

(2) Le Hamas parti religieux anti-sioniste devenu après les élections du 26 janvier un parti qui tient ses promesses pour les électeurs. Lire à ce sujet : Eric Hazan. Notes sur l'occupation. La Fabrique. 2.006.

Mahmoud Abbas qui était considéré il y a peu de temps comme le continuateur d'Arafat est devenu actuellement le chouchou des Américains : ah comme une guerre civile inter palestinienne serait belle aujourd'hui et ferait du bien aux Etats-Unis et à l'Europe !

Les Refuzniks.

Il y a aujourd'hui une nouvelle composante du conflit, ou plutôt de la guerre israélo-palestinienne, qui n'est pas entièrement nouvelle mais qui depuis peu a pris une dimension inquiétante pour les politiciens israéliens : les « Refuzniks ». (1) Dans le livre de Ronit Chacham paru au début de l'année 2004, on apprend à mieux connaître ces « Refuzniks ». Une dizaine d'entre eux sont interviewés et montrent par quel cheminement, parfois long, ils ont été amenés à refuser la sale guerre qu'on leur impose. Pour comprendre la nature de ce mouvement citons trois cas caractéristiques. Il y a d'abord Rami Kaplan (qui est commandant, c'est-à-dire le plus haut gradé des Refuzniks), qui décrit ainsi le processus dans lequel sont engagés les soldats israéliens : « *Nos jugements moraux sont systématiquement entravés par une diversité de facteurs. Nous entretenons une idéologie qui présente l'Arabe comme un ennemi dégénéré, sournois, déshumanisé... On nous encourage à faire partie du gang... Personnellement je suis partisan d'un Etat qui serait celui de tout le peuple et ne se définirait pas selon la race et la nationalité.* » On est frappé de retrouver dans la description faite des « Arabes », celle que nous entendions en France durant la guerre d'Algérie, de la part des partisans de l'Algérie Française et des militaires de carrière engagés depuis l'Indochine dans un processus inéluctable de décolonisation.

Toujours existe le besoin de réduire l'adversaire à moins que rien, de le déshumaniser...

Et il poursuit son raisonnement par cette phrase terrible pour la gauche israélienne :

« Les mouvements de gauche israéliens, du Parti Travailleiste au Meretz en passant par le mouvement La Paix Maintenant n'ont jamais brandi le drapeau de la conscience, mais celui de l'utilitarisme. Plus l'occupation était bénéfique, moins on y opposait d'objections. » Ainsi outre l'accusation portée par Rami Kaplan contre la politique menée depuis toujours par les gouvernements israéliens, on trouve dans ce dernier extrait une accusation implacable contre la gauche qui n'a pour seul guide (sans doute au nom de « l'efficacité pragmatique ») que l'opportunisme, qualifié pour l'occasion de « pacifiste ». Shamaï Leibowitz, petit fils de Yesha'Yahu Leibowitz, penseur religieux israélien et respecté par une partie de l'opinion, qui juste après la guerre de 1967 a supplié Israël d'abandonner les territoires et de mettre un terme à l'occupation de la terre d'un autre peuple, s'exprime ainsi :

« *L'armée s'est servie de Palestiniens innocents comme boucliers humains. Ceux qui résistaient étaient abattus à bout portant. Et le plus répugnant dans tout cela c'est que la cour suprême a entériné les crimes de guerre. C'est pourquoi je suis favorable à l'idée de faire juger ses membres par le Tribunal Pénal International... De la même façon, les assassinats de Palestiniens par Israël pourraient faire l'objet d'un procès... Je compte sur les pilotes d'hélicoptères Apache et de F-16 pour refuser les ordres qu'on leur donne et réclamer un procès... »*

(1) Ronit Chacham : « Rompre les rangs » - Fayard 2003.

Enfin plus loin il déclare : « *Soit on défend la démocratie jusqu'au bout soit on renonce à l'idée même d'un Etat Juif... Le principe d'un Etat Juif m'est cher, mais pas celui qui ressemblerait à l'Egypte de Pharaon...* »

Cependant malgré cette vision forte, la conclusion ne manque pas d'ambiguïté : « *Ce jour là (jour de la révolte des soldats, des professeurs, des rabbins, des intellectuels ...) le régime d'occupation s'effondrera... Une société authentiquement juive, une société de justice, d'équité et de compassion apparaîtra.* » On voit là le ton fort, passionné du plaidoyer de Shamaï Leibowitz, mais en filigrane il reste une question mal réglée : celle du sionisme. Il est toujours difficile en Israël de s'afficher comme « anti-sioniste », et l'on comprend pourquoi. Cependant si on lit parfaitement les citations de tous les Refuzniks il est clair que l'Etat juif, (c'est-à-dire l'Etat raciste et colonial) doit être aboli.

Citons un troisième Refuznik, Ishay Rozen-Zvy, Sergent chef de réserve : « *On n'a jamais emprunté le chemin de la paix. Les constructions dans les colonies n'ont jamais été interrompues. Bien au contraire elles n'ont fait que prospérer depuis Oslo. Jamais les Palestiniens n'ont eu d'authentique partenaire pour la paix. Un gouvernement qui parle de paix tout en continuant à créer des colonies dans les territoires occupés est soit idiot soit malhonnête...* » Cette phrase résume tout ce que l'on peut raconter sur la « bonne volonté » des dirigeants palestiniens depuis Oslo et ... depuis toujours, si on étudie sérieusement l'histoire du Sionisme et d'Israël. Citons enfin Uri Natan qui condamné en janvier 2006 à 28 jours de prison, en est à sa sixième condamnation et a déjà passé 98 jours en prison pour le même motif : « *l'Etat veut m'enrôler dans son armée d'occupation contre une population civile qui résiste. Peu importe que sa résistance soit violente ou pas. Cela dure depuis trente huit ans. Cette politique d'occupation fondée sur les points de contrôle, les barrages militaires, les couvre-feux a ruiné l'économie palestinienne. Le niveau de pauvreté de la population a atteint une limite inacceptable ...* »

Que faire ?

La situation économique et sociale en Israël devient désastreuse en Israël : cette situation accompagnée comme partout dans le monde des mesures libérales néo-conservatrices va avoir inévitablement comme corollaire un éveil de la lutte des classes, que comme partout, les milieux sionistes vont essayer de noyer par leurs appels à la patrie, à la religion, etc. On peut escompter par conséquent davantage de conflits sociaux au sein de la société israélienne d'où pourraient (quand ?) émerger une force irrésistible conduisant d'une part vers la paix et d'autre part, changeant les règles de la société israélienne. (Accès égalitaire aux mêmes droits que les citoyens d'origine juive pour les citoyens israéliens d'origine non juive.)

Nous ne pouvons qu'espérer ces changements profonds en Israël. En attendant c'est sur la scène internationale que se joue l'avenir du peuple palestinien. Il faut dans tous les pays faire pression sur les gouvernements pour que des mesures concrètes soient prises : à commencer par le boycott des produits israéliens !(1)

(1) Le boycott a été récemment décidé par une Union de syndicats britanniques : il a également été décidé en Norvège. Dans différents pays d'Europe on continue à discuter du boycott ...

Il faut obliger l'Union Européenne à prendre des mesures coercitives. Il faut absolument que l'Union Européenne retrouve le chemin de la justice et de la démocratie et qu'elle reprenne son aide au gouvernement palestinien interrompue depuis mars 2006. (1)

Il faut en même temps que l'Union européenne attaque le gouvernement américain et l'oblige lui aussi à reprendre le financement du gouvernement palestinien. Enfin il faut faire pression (cela serait si simple !) sur le gouvernement israélien pour qu'il rembourse les centaines de millions de dollars qu'il doit au gouvernement palestinien pour le remboursement des taxes perçues sur les produits qui passent en Palestine... Nous devons démontrer par tous les moyens à notre disposition au peuple israélien que la construction du mur de la honte, les destructions de milliers de maisons, l'absence de toute perspective véritable de paix (le droit au retour des réfugiés palestiniens) constituent dans leur ensemble l'obstacle véritable à la paix entre Israël et la Palestine. Ce qui bien entendu ne pourra nullement empêcher tous les hommes libres et conscients sur cette terre d'exiger en Israël l'égalité des droits entre citoyens et la suppression de « l'Etat juif et démocratique » !

Oui il faudra bien supprimer cet Etat Hébraïque, théologien, et le remplacer par un Etat démocratique, véritablement laïque, où règnerait l'égalité absolue entre tous les citoyens quelle que soit leur origine : le droit au retour serait accordé aux citoyens palestiniens selon les méthodes examinées dans le cours de cet ouvrage : Israël, les Etats - Unis et l'Europe qui se sont opposés depuis 1948 à régler ce droit, contribueront, en plusieurs années, aux compensations exigées : celles ci pourraient être calculées de la même manière dont à été calculé en 2005 par Sharon le montant des dédommagements alloué aux colons de Gaza ! On considère qu'il existe aujourd'hui 250.000 familles victimes des expropriations de 1948 et 1967 . A chaque famille acceptant de revenir ou de rester à l'extérieur de la Palestine il sera versé une somme différente : disons deux fois plus pour celles qui ne reviendraient pas ...

Il y aura beaucoup de Palestiniens qui reviendront mais sûrement pas tous, peut-être la moitié ou un bon tiers. En même temps il faut s'attendre au départ d'Israël d'au moins un million de Juifs qui, pour des raisons diverses mais liées à leur esprit colonial ne pourront s'empêcher de partir.

Ceci, c'est pour le long terme. Dans l'immédiat il nous faut lutter en Europe et en France contre une nouvelle forme de terreur qui est en train de s'imposer : la peur de voir s'installer au Proche-Orient les émules de Ben-Laden, qui s'appellent pour les néos-cons sarkozystes le Hezbollah, le Hamas et tous ces « terroristes cachés » dont on va nous reparler ! Il faut déclarer notre solidarité avec le Hamas, le Hezbollah, même si nous n'avons pas les mêmes idées que ces groupes qui luttent authentiquement pour la libération de leur pays et contre l'impérialisme américain et européen ! (Il faudra ici rappeler à certains militants ce que signifie « soutien critique » aux organisations des peuples opprimés ». Honte aux collaborateurs de ces Messieurs qui s'appellent Mahmoud Abbas et ses serviteurs du Fatah. Que la honte s'abatte aussi et surtout sur l'Union européenne, et sur un gouvernement français qui s'aligne sur l'attitude coloniale-pétrolière des Etats-Unis au Proche et au Moyen -Orient ! (2)

(1) Cette aide aujourd'hui « devrait » (conditionnel absolu !) être reprise au compte gouttes ... et profiter à l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas ! Au détriment du Hamas évidemment !

(2) En réalité tous les gouvernements français après de Gaulle se sont ralliés à Israël.

Comme il est curieux ainsi, plus de soixante ans après, de retrouver au premier rang en France le CRIF, continuateur de L'UGIF, dont on a vu au début de ce livre le caractère collaborationniste (par lâcheté et/ou par Sionisme) durant la dernière guerre mondiale... Il faut le plus vite possible en finir avec le Sionisme, c'est le souhait ardent des Palestiniens, c'est le souhait des Juifs qui dans tous les pays et en Israël même veulent la paix immédiate, c'est le souhait de tous les êtres humains épris de lumière ! (1)

Jean Baumgarten

**(1) Avraham Burg, ex-président de la Knesset de 1999 à 2003 et ex-président de l'agence juive dans un entretien paru dans le quotidien Haaretz, définit l'Etat juif de « ghetto sioniste » : il a quitté Israël pour vivre en France et considère qu'il est temps de dénoncer la théorie de Théodor Hertzl. Il estime que la loi du retour (pour les Juifs) doit être remise en cause : « c'est le miroir de l'image d'Hitler » ... Quant à l'occupation de la Cisjordanie « c'est l'Anschluss... »
Signalons à ce propos que beaucoup d'intellectuels israéliens quittent Israël pensant qu'ils ne peuvent plus lutter contre un gouvernement réactionnaire et qu'ils n'ont plus de perspectives ... Ainsi par exemple l'écrivaine Tanya Reinhardt qui partit il y a deux années et mourut à l'étranger.**

Jean Baumgarten
Les Garrigues
les Beaumettes 84220
04 90 72 31 91

Éléments de biographie :

né en 1932 .

juin 1942 : déchire son étoile jaune à Paris ...

Part avec des amis de sa sœur en Normandie pour échapper aux rafles de juillet 1942.

Septembre : rejoint son père à Grenoble (occupée par les italiens) en traversant la ligne de démarcation avec quelques juifs et l'aide d'un paysan du sud-ouest.

Novembre 1942 adhère aux éclaireurs israélites (troupe Trumpeldor ...)

septembre 1943 : les allemands chassent les Italiens: rafles chez les Juifs. Adhère aux Eclaireurs de France et crée sa première chanson à l'âge de 14 ans.

septembre 1947 : adhésion aux Auberges de la Jeunesse (MLAJ).

1948 : adhésion au MRJ (Mouvement révolutionnaire de la Jeunesse - trotskiste) au lycée Condorcet à Paris où il débauche du PCF François de Massot (fils de l'écrivain surréaliste) et Bernard Pimont, fait adhérer au MRJ **Félix Guattari** plus quelques autres... En même temps en 1949 - 1950 participe au "Groupe Spartacus " groupe théâtral des Auberges de la Jeunesse qui obtient en juillet 1950 le prix de la mise en scène au concours des jeunes compagnies ... Crée en 1952-1953 la première cellule trotskiste à Sciences Po avec notamment Jean Marie Vincent qu'il fait adhérer au PCI majoritaire.

1955 : diplôme de l'IEP de Paris - section économique (travaille jusqu'en décembre 1957 au centre de documentation de Sciences Po.)

1956 (janvier): adhésion à la Nouvelle Gauche où il participe avec Lequenne, Bleibtreu, J.M.Vincent et d'autres à la création d'une tendance de gauche. Membre du comité de rédaction de "Tribune marxiste".

Mars 1960 : à l'occasion de la création du PSU fait partie du Bureau fédéral de la RP en tant que membre de la tendance socialiste révolutionnaire. Font partie du même bureau: Michel Rocard, François Furet, Mireille Osmin ...

Participe en tant que membre du PSU aux évènements de mai 68.

1973 - 1974 crée une tendance au sein du PSU et participe à l'élimination du PSU du groupe Rocard en septembre 1974.

1976 : quitte le PSU qui se rabougrit et n'offre aucune ligne révolutionnaire ni écologique à ses militants.

1995 : adhère aux Verts puis les quitte en 2000.

1998 : adhère aux « Amis de Tribune socialiste » et fait partie du C.A.

2002 : adhère à la LCR qu'il quitte en 2005 ...

janvier 2009 adhère au NPA

Livres publiés :

1989 : « Raison et déraison du commerce » (Delachaux et Niestlé.)

2001 : « Allergie française » (L'Harmattan.) (Pièce écrite en 1961 contre la guerre d'Algérie et pour l'indépendance de l'Algérie.)

2002 : « Un léger incident ferroviaire » récit autobiographique.(La Fabrique.) à partir d'une garde à vue de 23 heures !

2007: « Pâle Palestine » - Jeu dramatique. (Librairie " Résistances".)

A compte d'auteur :

1995 : « L'entrevue ou le jugement de dieu ».(Pièce sur Mitterrand et son passé d'extrême droite.)

2004 : « En finir avec le sionisme . » (Épuisé)

2003 : Opérette satyrique : « Mais où est donc passé Ben Laden. » (il crée 16 chansons, paroles et musique.)

A transmis à la SACEM :

une chanson écrite en 1949 ("Martin est mort").

deux adaptations de chansons révolutionnaires espagnoles mises en français et publiées dans un disque de chants révolutionnaires édité depuis 1968 et repris il y a de nombreuses années par Harmonia Mundi ("Chants révolutionnaires du monde".)

A réédité en 2003 un CD reprenant 11 titres de chants révolutionnaires :

- L'Internationale harmonisée par Pierre Barbaud sous forme de cantate et chantée par la chorale " Les camarades "

- Zimmerwald chantée par "les Camarades".

- l'appel du Komintern " " "

- Les survivants " " "

- La chanson de Craonne : soliste Max Blin - chorale les camarades.

- Ceux d'Oviédo : chant révolutionnaire sur la guerre d'Espagne chanté par Simone Bartel

- "Clairvaux ", chanson anonyme recueillie par Jean Baumgarten, chantée par Lydia Kilian .

+ quatre chansons contre la Guerre du Viet-Nam créées par Jean Baumgarten:

- Jim and John

- Fille du Viet-Nam

- Comme l'écrit l'AFP.

- L'assistance américaine.

mars 2009 : envoie à la SACEM la chanson qu'il vient de créer : " Chanson pour Gaza".

A signaler aux lecteurs : l'existence de trois chansons contre la guerre d'Algérie dont deux écrites avant 1959 figurant dans le livre édité par l'Harmattan " Allergie française."

Enfin 16 chansons (paroles et musique) dans le livre " Mais où est donc passé Ben LADEN .

D'autre part un nouveau livre vient de paraître :

" La servitude volontaire hier et aujourd'hui ". (Librairie Résistances - 4 villa Compont Paris 17 ème.)

En cours: un livre sur la crise mondiale. ("**l'ultime crise du capitalisme?**")
